

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1271

29 avril 2016

SOMMAIRE

Asfound S.A.	60969	Portfolio Defensiv	60969
Brent Infrastructure II S.A.	60981	Real G Immo S.à r.l.	61007
Eco Group S.A.	61008	Real Gold Immo S.à r.l.	61007
Empire (SOCIMI) Holdco S.à r.l.	60990	Rembrandtin Coatings Holding S.à r.l.	60966
EQT Management S.à r.l.	61008	Rolux Industrie S.à r.l.	61005
ErtragsReturnPortfolio	60969	Rossa Holding S.A.	60968
Euro Ethnic Foods Global	60966	Rossa Real Estate S.A.	60966
H2P4 S.à r.l.	60963	Rovere Société de Gestion S.A.	60968
Holding Klege S.à r.l.	60962	RTK (Luxembourg) WP	60966
HPAM China Property S.à r.l.	60962	SFS	60968
HPAM S.à r.l.	60963	Skyrim Renewable Energy S.A.	60970
Hypertech Europe S.A.	60962	Sylvaly	60965
Iberian Logistics Management S.à r.l.	60964	Topeinture S.à r.l.	60965
Iberian Retail Holdings (Luxembourg) S.à r.l.	60964	Torgan Corp S.à r.l.	60965
I.C.I. S.A. (Immo Consult International)	60963	Touvan Holding S.A.	60965
IDI Emerging Markets Partners - Fund III ..	60997	Vert Clean Sàrl	60967
Immocity Luxembourg S.à r.l.	60964	Vesalius Biocapital II Investments S.A. SICAR	60967
International IP Entreprises S.à r.l.	60963	Vesalius Biocapital I Investments S.A. SICAR	60967
Islay Sky S.à r.l.	60962	Vesalius Biocapital I S.A. SICAR	60967
I-Wo 4 S.à r.l.	60968	V&L Investment Group S.A., en abrégé VLIG S.A.	60965
Lindor S.A.	60969	Ying Lux Group S.A.	60967
Losch Damiani S.à r.l.	60969	Zafini Holding	60968
M77 Link SA	60964		
MILLE et 1 CHIENS S.à r.l.	60966		
NEIF II Holding S.à r.l.	61003		

Hypertech Europe S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 84.386.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement du 14 juillet 2015, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, 6^{ème} section, a déclaré closes pour insuffisance d'actif les opérations de liquidation de la société à responsabilité limitée HYPERTECH EUROPE S.A., inscrite au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B84386, avec siège social au 12, rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg, dénoncé en date du 3 juin 2005.

Pour extrait conforme

Bruno Vier

Le liquidateur

Référence de publication: 2016069293/14.

(160032236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

 Holding Klege S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 143.508.

*Dépôt rectificatif du dépôt 150188251 du 19 octobre 2015.**Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 29 septembre 2015 à Luxembourg*

- L'Assemblée décide à l'unanimité de nommer Monsieur Julio VIDAL avec adresse professionnelle au 5, allée Scheffer L-2520 Luxembourg au poste de gérant B de la société pour une durée de 5 ans.

- L'Assemblée décide à l'unanimité de nommer Monsieur Davy GOMES avec adresse professionnelle au 5, allée Scheffer L-2520 Luxembourg au poste de gérant B de la société pour une durée de 5 ans.

L'Assemblée rappelle la nomination de Monsieur Jean-Michel Gault au poste gérant A. Son mandat arrivera à échéance à l'assemblée générale qui se tiendra en 2020.

Extrait

FIDUPAR

Référence de publication: 2016069300/18.

(160032067) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

HPAM China Property S.à r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation.

R.C.S. Luxembourg B 185.857.

Nous vous informons que nous avons pris la décision de dénoncer le siège social de la société HPAM China Proprety S.à r.l., ayant son siège social au 412F, route d'Esch, L-1471 Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 185.857, et au 21 août 2015.

Fait à Luxembourg, le 22/02/2016.

Certifié sincère et conforme

SGG S.A.

Référence de publication: 2016069301/12.

(160032611) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

Islay Sky S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 201.560.

Les statuts coordonnés au 09 février 2016 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 février 2016.

Référence de publication: 2016069316/10.

(160032484) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

HPAM S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 154.985.

Nous vous informons que nous avons pris la décision de résilier la convention de domiciliation signée en date du 3 septembre 2010, avec la société HPAM S.à r.l., ayant son siège social au 412F, route d'Esch, L-1471 Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 154.985, et ceci avec effet au 15 septembre 2015.

Fait à Luxembourg, le 22/02/2016.

Certifié sincère et conforme

SGG S.A.

Référence de publication: 2016069302/13.

(160032612) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

H2P4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.684.500,00.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 182.258.

En date du 11 février 2016, l'associé Mr. Pierfrancesco POZZI, a transféré 67.112 parts sociales à l'associé Mme Caroline DEFAUW.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Value Partners S.A.

Référence de publication: 2016069305/12.

(160032607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

I.C.I. S.A. (Immo Consult International), Société Anonyme.

Siège social: L-1512 Luxembourg, 25, rue Pierre Federspiel.

R.C.S. Luxembourg B 107.210.

Extrait de l'assemblée générale en date du 16 octobre 2015

L'Assemblée constate que le mandat du commissaire aux comptes est échu depuis l'Assemblée Générale annuelle de l'année 2010. L'Assemblée décide de renommer le mandat de ECG Domiciliation Sàrl, 25, rue Pierre Federspiel L - 1512 Luxembourg, inscrite au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro 97.584 jusqu'à l'Assemblée Générale de l'année 2016.

Pour extrait conforme

I.C.I. S.A. (Immo Consult International)

Signature

Référence de publication: 2016069306/15.

(160032510) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

International IP Entreprises S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 16, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 188.223.

Die außerordentliche Sitzung der Gesellschaftsversammlung der Gesellschaft International IP Entreprises S.à r.l., 16, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, eingetragen beim Handelsund Gesellschaftsregister in Luxembourg unter der Nummer B 188223, bestimmt, dass der alleinige Verwalter und Geschäftsführer Herr Michael ELICKER, beruflich wohnhaft in L-1930 Luxembourg, 16, Avenue de la Liberté, mit sofortiger Wirkung abberufen wird, und Herr Pascal BERGER, wohnhaft in D-67433 Neustadt an der Weinstrasse, 20, Villenstrasse, zum Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit ernannt wird.

Luxembourg, den 05.01.2016.

Helmut Gieseler / Pascal Berger.

Référence de publication: 2016069315/14.

(160032237) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

Iberian Logistics Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 11, avenue de la Porte Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 198.098.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 04/02/2016

L'Actionnaire unique prend acte de la démission de Mr Jean Marc Debaty de sa fonction de gérant de la Société avec effet immédiat.

L'Actionnaire unique décide de nommer Mr Martin Gruschka, né le 31/05/1965 à Cologne - Allemagne, avec adresse au 5, rue Neuve, 1260 Nyons, Suisse, à la fonction de gérant de la Société avec effet immédiat. Son mandat aura durée indéterminée.

Signature

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2016069307/16.

(160032330) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

Iberian Retail Holdings (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 190.668.

—
Il convient de noter que le siège social de la Société a été transféré du 43 avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, au 2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg avec effet au 30 novembre 2015.

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE

Iberian Retail Holdings (Luxembourg) S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2016069308/14.

(160032523) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

Immocity Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 24-28, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 171.872.

—
L'adresse de Monsieur Andrea MURGIA, associé unique et gérant unique, est désormais sise à L-1330 Luxembourg, 54, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

Pour avis conforme

Immocity Luxembourg S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Andrea MURGIA

Gérant

Référence de publication: 2016069310/15.

(160032587) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

M77 Link SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 158.094.

—
Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016081505/9.

(160047769) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

Sylvaly, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 600.000,00.**

Siège social: L-1212 Luxembourg, 15, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 201.254.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016081647/10.

(160047749) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

Touvan Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 64.446.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TOUVAN HOLDING S.A.

Référence de publication: 2016081667/10.

(160047775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

Torgan Corp S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5888 Alzingen, 580, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 169.709.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016081666/10.

(160047710) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

Topeinture S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3926 Mondercange, 2, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 106.076.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016081665/10.

(160047709) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

V&L Investment Group S.A., en abrégé Vlig S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2737 Luxembourg, 14, rue Wurth Paquet.

R.C.S. Luxembourg B 55.620.

Conformément aux articles 9 et 75 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et à l'article 79 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés, dans leur version abrégée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour V & L INVESTMENT GROUP S.A.**Un Mandataire*

Référence de publication: 2016081678/14.

(160048051) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

Rembrandtín Coatings Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.502,00.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 73, Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 183.475.

—
Les comptes annuels audités au 31 décembre 2015 de la Société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mars 2016.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2016081573/13.

(160047699) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

MILLE et 1 CHIENS S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4599 Differdange, 43, rue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 145.749.

—
Les comptes annuels au 31.12.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PROMCOMPTA-LUX SARL

Signature

Référence de publication: 2016081494/11.

(160047409) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

RTK (Luxembourg) WP, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 176.704.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2016081589/10.

(160047972) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

Rossa Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.

R.C.S. Luxembourg B 127.755.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dandois & Meynial

Référence de publication: 2016081586/10.

(160047871) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

Euro Ethnic Foods Global, Société Anonyme.

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.

R.C.S. Luxembourg B 135.990.

—
Les comptes consolidés au 30 septembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dandois & Meynial

Référence de publication: 2016081307/10.

(160047687) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

Vesalius Biocapital II Investments S.A. SICAR, Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1445 Strassen, 1B, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 158.518.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MAZARS FAS

Référence de publication: 2016081683/11.

(160048000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

Vesalius Biocapital I S.A. SICAR, Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1445 Strassen, 1B, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 132.300.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MAZARS FAS

Référence de publication: 2016081682/11.

(160047844) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

Vesalius Biocapital I Investments S.A. SICAR, Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1445 Strassen, 1B, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 132.301.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MAZARS FAS

Référence de publication: 2016081680/11.

(160047884) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

Vert Clean Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6469 Echternach, 17, route d'Osweiler.
R.C.S. Luxembourg B 188.956.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016081689/10.

(160047707) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

Ying Lux Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 146.880.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme
YING LUX GROUP S.A.

Référence de publication: 2016081711/11.

(160048103) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

Zafini Holding, Société Anonyme.

Siège social: L-4210 Esch-sur-Alzette, 69, rue de la Libération.
R.C.S. Luxembourg B 114.674.

Les comptes annuels au 28.02.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2016081712/11.

(160047730) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

I-Wo 4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 174.239.

Les comptes annuels au 30 juin 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour I-Wo 4 S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2016083296/11.

(160042733) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

Rovere Société de Gestion S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, Place de Nancy.
R.C.S. Luxembourg B 144.971.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2016081587/11.

(160048059) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

Rossa Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.
R.C.S. Luxembourg B 127.749.

La version abrégée des comptes annuels au 31 décembre 2014 a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dandois & Meynial

Référence de publication: 2016081585/11.

(160047961) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

SFS, Société Anonyme.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 100, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 149.332.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016081611/10.

(160047583) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

Losch Damiani S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1818 Howald, 5, rue des Joncs.

R.C.S. Luxembourg B 164.508.

Asfound S.A., Société Anonyme de Titrisation,

(anc. Lindor S.A.).

Siège social: L-8399 Windhof, 11, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 164.506.

RECTIFICATIF

1. L'assemblée générale extraordinaire de la société Lindor S.A., passé devant le notaire Carlo Wersandt en date du 13 novembre 2014, a été publié dans le Mémorial C n° 3910 du 17 décembre 2014, pages 187636 et suivantes, sous un en-tête erroné, qu'il y a lieu de rectifier comme suit:

au lieu de :

"Losch Damiani S.à r.l., Société à responsabilité limitée. Siège social: L1818 Howald, 5, rue des Joncs. R.C.S. Luxembourg B 164.508 (Société qui n'est en rien concerné par cette assemblée générale extraordinaire).

Lindor S.A., Société Anonyme de Titrisation. Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie. R.C.S. Luxembourg B 164.506."

lire : "Asfound S.A., Société Anonyme de Titrisation, (anc. Lindor S.A.),. Siège social : L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie. R.C.S. Luxembourg B 164.506."

2. Le sommaire du même Mémorial C n° 3910/2014, figurant à la page 187633, doit être corrigé en conséquence, par la suppression de la ligne "Losch Damiani S.à r.l. ... 187636" et l'ajout d'une ligne "Asfound S.A. 187636."

Référence de publication: 2016100186/23.

Portfolio Defensiv, Fonds Commun de Placement.

RECTIFICATIF

Il y a lieu de corriger comme suit l'en-tête de la publication de la mention de dépôt du fonds commun de placement, à la page 57527 du Mémorial C n° 1199 du 22 avril 2016:

- au lieu de:

"Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A., Société Anonyme. Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, rue Gabriel Lippmann. R.C.S. Luxembourg B 31.093.",

- lire:

"Portfolio Defensiv, Fonds Commun de Placement."

Dans le sommaire du même Mémorial à la page 57505 il faut remplacer la ligne "Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A. 57527" par "Portfolio Defensiv ... 57527"

Référence de publication: 2016100185/15.

ErtragsReturnPortfolio, Fonds Commun de Placement.

RECTIFICATIF

Il y a lieu de corriger comme suit l'en-tête de la publication de la mention de dépôt du fonds commun de placement, à la page 57513 du Mémorial C n° 1199 du 22 avril 2016:

- au lieu de:

"Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A., Société Anonyme. Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, rue Gabriel Lippmann. R.C.S. Luxembourg B 31.093.",

- lire:

"ErtragsReturnPortfolio, Fonds Commun de Placement."

Dans le sommaire du même Mémorial à la page 57505 il faut remplacer la ligne "Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A. 57513" par "ErtragsReturnPortfolio ... 57513"

Référence de publication: 2016100187/14.

Skyrim Renewable Energy S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, av. J.-F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 203.521.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the seventeenth day of December,
Before Maître Roger ARRENSDORFF, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Wise Services S.à.r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 70, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, having a share capital of EUR 12,500, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 137.823;

here represented by Me Stéphanie VILLANI, attorney at law (Avocat au Barreau des Hauts-de-Seine inscrit à la liste IV du Barreau de Luxembourg), with professional address in Luxembourg, by virtue of a power of attorney delivered in Luxembourg on 16 December 2015.

The said proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing person and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities. Such appearing person has requested the officiating notary to enact the following articles of association of a company which they declare to establish as follows:

1. Form and name. There exists a public limited liability company (société anonyme) under the name Skyrim Renewable Energy S.A. (the Company) which is governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular by the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Law), as well as by the present articles of association (the Articles).

2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the sole director or, in case of plurality of directors, of the board of directors of the Company.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the sole director or, in case of plurality of directors, of the board of directors of the Company. Where the sole director or, in case of plurality of directors, the board of directors of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

3. Duration.

3.1. The Company is established for an unlimited period of time.

3.2. The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the general meeting of shareholder(s) of the Company adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

3.3. The Company shall not be dissolved by reason of the death or dissolution of the single shareholder.

4. Corporate object.

4.1. The purpose of the Company is the acquisition of ownership interests, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such ownership interests. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever, including partnerships. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

4.2. The Company may borrow in any form. It may issue notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also give guarantees and grant security interests in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further mortgage, pledge, transfer, encumber or otherwise hypothecate all or some of its assets.

4.3. The Company may generally employ any techniques and utilize any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against risks related to credits, currency exchange and interest rate fluctuations as well as other risks.

4.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly further or relate to its purpose.

5. Capital.

5.1. The subscribed share capital is set at thirty-one thousand euro (EUR 31,000) represented by thirty-one thousand (31,000) shares with a par value of one euro (EUR 1) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The subscribed share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholder(s) of the Company adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

6. Shares.

6.1. The shares are in registered form (actions nominatives), bearer form (actions au porteur), or dematerialised form at the option of the shareholder(s).

6.2. For shares in registered form, a shareholders register of the Company shall be kept at the registered office of the Company, where it will be available for inspection by any shareholder. Such register shall set forth the name of each shareholder, his residence or elected domicile, the number of shares held by him, the amounts paid in on each such share, and the transfer of shares and the dates of such transfers. Ownership of shares will be established by the entry in the shareholders register of the Company.

6.3. All the bearer shares in issue must be deposited with a depositary appointed by the board of directors. The board of directors has to inform the shareholders of such appointment and of every amendment regarding depositary within 15 business days. Resolutions of appointment or acknowledgments of amendments regarding the depositary must be registered and published in conformity with article 11bis §1^{er}, 3), d) of the Law.

A bearer shareholders' register containing precise identification of every shareholder, indication of the number of bearer shares or units held by it, information relevant to the date of deposit, transfers, cancellation or conversion of the shares in registered form with indication of the effective date shall be open and kept by the depositary.

The ownership of a bearer share is established according to the registered entry in the bearer shareholders' register. Upon written request of each bearer shareholder, a certificate can be issued within 8 calendar days and delivered to it summarizing all the entries in the bearer shareholders' register regarding it.

The rights of bearer shares in issue which are not deposited neither duly registered in the bearer shareholders' register shall be deemed to be suspended.

6.4. The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

7. Transfer of shares.

7.1 Transfer of registered shares shall be carried out by means of a declaration of transfer entered in the said register, dated and signed by the transferor and the transferee or by their duly authorised representatives, and in accordance with the Luxembourg provisions on the assignment of claims. The Company may accept and enter in the register a transfer on the basis of correspondence or other documents recording the agreement between the transferor and the transferee.

7.2 A bearer shares' transfer inter vivos becomes valid towards third parties and the Company following registration of such transfer by the depositary in the bearer shareholders' register made on the basis and upon receipt by the depositary of any document or acknowledgement establishing the transfer of the ownership between the transferor and the transferee. A notification of transfer causa mortis is validly made to the depositary provided no opposition exists, by presentation of the death certificate, entry of death or affidavit issued by the district judge or notary.

7.3 Transfer of shares in dematerialised form is carried out by way of book entry.

8. Shareholders' meetings.

8.1. The sole shareholder assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders. The decisions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn-up in writing.

8.2. In case of plurality of shareholders, any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Company.

8.3. The annual general meeting of the shareholder(s) of the Company shall be held, in accordance with the Law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of such meeting, on the last Friday of May of each year. If such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

8.4. The annual general meeting of the shareholder(s) of the Company may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the sole director, or in case of plurality of directors, the board of directors of the Company, exceptional circumstances so require.

8.5. Other meetings of the shareholder(s) of the Company may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

9. Notice - Quorum - Powers of attorney - Convening notices.

9.1. The notice periods and quorum required by law shall govern the notice for, and conduct of, the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

9.2. Each share is entitled to one vote.

9.3. Except as otherwise required by the Law or by these Articles, resolutions at a meeting of the shareholders of the Company duly convened will be passed by a simple majority of those shareholders present or represented and voting.

9.4. An extraordinary general meeting convened to amend any provisions of the Articles shall not validly deliberate unless at least half of the capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles.

9.5. If the first of these conditions is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles, by means of notices published twice, at fifteen days interval at least and fifteen days before the meeting in the Luxembourg official gazette (Mémorial) and in two Luxembourg newspapers. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds of the votes of the shareholders present or represented.

9.6. However, the nationality of the Company may be changed and the commitments of its shareholders may be increased only with the unanimous consent of the shareholders and bondholders.

9.7. A shareholder may act at any meeting of the shareholders of the Company by appointing another person as his proxy in writing whether in original, by telefax or cable.

9.8. Any shareholder may participate in a meeting of the shareholders of the Company by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear and speak to each other and properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

9.9. If all the shareholders of the Company are present or represented at a meeting of the shareholders of the Company, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

10. Management.

10.1. The Company may be managed by a sole director where the Company has only one shareholder and by a board of directors in any other cases, composed by two categories of members: A directors and B directors. The sole director or the members of the board of directors need not be shareholders of the Company. Any director shall be elected for a term not exceeding six years and shall be re-eligible.

10.2. Whenever a legal entity is appointed as a director of the Company (the Legal Entity), the Legal Entity must designate a permanent representative to perform such director's mandate in its name and on its behalf (the Representative). The Representative is subject to the same conditions and obligations, and incurs the same liability, as if he was performing such director's mandate in his own name, without prejudice to the joint liability of the Legal Entity. The Legal Entity may only revoke the Representative provided that it simultaneously appoints a new Representative.

10.3. The sole director, and in case of plurality of directors, the members of the board of directors, shall be elected by the shareholder(s) of the Company at the general meeting. The shareholder(s) of the Company shall also determine the number of directors, their remuneration and the term of their office. A director may be removed with or without cause and/or replaced, at any time, by resolution adopted by the general meeting of shareholder(s) of the Company.

10.4. In the event of vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect, by a majority vote, a director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholder(s) of the Company.

11. Board meetings.

11.1. In case of plurality of directors, the board of directors of the Company must appoint a chairman among its members and it may choose a secretary, who need not be a director, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors of the Company and the minutes of the general meetings of the shareholder(s) of the Company.

11.2. The board of directors of the Company shall meet upon call by the chairman or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting which shall, in principle, be in Luxembourg.

11.3. Written notice of any meeting of the board of directors of the Company shall be given to all directors at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth briefly in the convening notice of the meeting of the board of directors of the Company.

11.4. No such written notice is required if all the members of the board of directors of the Company are present or represented during the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The written notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telefax or cable, of each member of the board of directors of the Company. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors of the Company.

11.5. Any member of the board of directors of the Company may act at any meeting of the board of directors of the Company by appointing, in writing whether in original, by telefax or cable, another director as his or her proxy.

11.6. Any director may participate in a meeting of the board of directors of the Company by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear and speak to each other and properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

11.7. The board of directors of the Company can deliberate and/or act validly only if at least one A director and at least one B director are present or represented. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. In the event that at any meeting the number of votes for and against a resolution is equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

11.8. Resolutions signed by all directors shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, telefax or cable.

12. Minutes of the board meetings.

12.1. The minutes of any meeting of the board of directors of the Company shall be signed by the chairman of the board of directors of the Company who presided at such meeting or by any two directors of the Company.

12.2. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the secretary (if any) or by any director of the Company.

13. Decisions of the sole director. The decisions of the sole director of the Company are drawn in writing.

14. Powers of the sole director or of the board of directors. The sole director, and in case of plurality of directors, the board of directors of the Company is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed all acts of disposition and administration in the Company's interest. All powers not expressly reserved by the Law or by the Articles to the general meeting of shareholder(s) of the Company fall within the competence of the sole director, and in case of plurality of directors, the board of directors.

15. Delegation of powers.

15.1. The sole director and in case of plurality of directors, the board of directors of the Company is authorised to appoint a person, either director or not, without the prior authorisation of the general meeting of the shareholder(s) of the Company, for the purposes of performing specific functions at every level within the Company.

15.2. The board of directors may thus delegate its powers for the conduct of the daily management of the Company, to one or more directors or other officers, who will be called managing directors.

16. Binding signatures.

16.1. The Company shall be bound towards third parties in all matters by the single signature of its sole director or, in case of plurality of directors, by the joint signature of any A director together with any B director of the Company, or the single or joint signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 15.1 of these Articles.

16.2. Insofar as daily management is concerned, the Company shall be legally bound towards third parties by the sole signature of any managing director of the Company.

17. Conflict of interests.

17.1. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm.

17.2. Any director or officer of the Company who serves as director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, solely by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

17.3. In the event that any director of the Company may have any personal and opposite interest in any transaction of the Company, such director shall make known to the board of directors of the Company such personal and opposite interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and such director's interest therein, shall be reported to the next following general meeting of the shareholder(s) of the Company which shall ratify such transaction.

17.4. In case there is only one shareholder in the Company, article 17.3 does not apply and the transactions that are entered into between the Company and the director having an opposite interest to the one of the Company are simply to be recorded in minutes.

17.5. Article 17.3 and 17.4 do not apply when the relevant transactions/operations are made in the normal course of business of the Company and are entered into on arm's length terms.

18. Statutory auditor.

18.1. The operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditor(s) (commissaire(s)). The statutory auditor(s) shall be elected for a term not exceeding six years and shall be re-eligible.

18.2. The statutory auditor(s) will be appointed by the general meeting of shareholder(s) of the Company which will determine their number, their remuneration and the term of their office. The statutory auditor(s) in office may be removed at any time by the general meeting of shareholder(s) of the Company with or without cause.

19. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on the first January of each year and shall terminate on the thirty-first of December of each year.

20. Allocation of profits.

20.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by the Law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the Company as stated or as increased or reduced from time to time as provided in article 5 above.

20.2. The general meeting of shareholder(s) of the Company shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and it may alone decide to pay dividends from time to time, as in its discretion believes best suits the corporate purpose and policy.

20.3. The dividends may be paid in euro or any other currency selected by the single director, or in case of plurality of directors, the board of directors of the Company and they may be paid at such places and times as may be determined by the single director, or in case of plurality of directors, the board of directors of the Company. The single director, or in case of plurality of directors, the board of directors of the Company, may decide to pay interim dividends under the conditions and within the limits laid down in the Law.

21. Dissolution and liquidation. The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the general meeting of shareholder(s) of the Company adopted in the manner required for amendment of the Articles. In the event the Company is dissolved, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the general meeting of the shareholder(s) of the Company deciding such liquidation. Such general meeting of shareholder(s) of the Company shall also determine the powers and the remuneration of the liquidator(s).

22. Applicable law. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law.

Transitory provisions

The first financial year shall begin today and it shall end on 31 December 2016.

The first annual general meeting of the shareholders of the Company shall be held in May 2017.

Subscription and payment

The shares in the Company have been subscribed as follows:

(1) Wise Services S.à.r.l., prenamed:	31,000 shares;
Total:	31,000 shares

The shares have all been fully paid up by payment in cash, so that the amount of thirty-one thousand euro (EUR 31,000) is as of now at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Estimate

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand one hundred fifty euro (EUR 1,150.-).

Resolutions of the sole shareholder

The appearing party, representing the entire subscribed share capital and being regularly constituted, immediately proceeded to pass the following resolutions:

- (i) that the number of directors of the Company be set at three (3);
- (ii) that the number of statutory auditors (commissaires) of the Company be set at one (1);
- (iii) that there are appointed as directors of the Company for a period of two (2) years ending at the annual general meeting held in the year 2017:

§ as A director:

1. Mr. Qiu Hua Chen, with Chinese nationality, born on 1st May 1982 in Jiangsu (China), residing at Unit 1, Bldg. 3, Luhaiyuan Sili, Beijing Development Area, Beijing 100176 (China);

§ as B directors:

1. Mr. Christiaan Frederik van Arkel, with Dutch nationality, born on 21 March 1973 in Bangkok (Thailand), residing professionally at 46 A av. J.- F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;

2. Ms. Anne Bölkow Geb. Jansen, with German nationality, born on 28 August 1980 in Aachen (Germany), residing professionally at 46 A av. J.- F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

- (iv) that there be appointed as statutory auditor (commissaire) of the Company for a period of two (2) years ending at the annual general meeting held in the year 2017:

- EQ Audit S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) established and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2, rue J. Hackin, L-1746 Luxembourg, with a share capital of EUR 12,500, and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 124.782;
(v) that the address of the registered office of the Company is at 46A, av. J.- F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party the present incorporation deed is worded in English, followed by a German version; at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the German texts, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Es Folgt die Deutsche Übersetzung des Vorhergehenden Textes:

Im Jahre zweitausendfünfzehn, den siebzehnten Dezember,

Vor dem unterzeichneten Notar Roger ARRENSDORFF, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

SIND ERSCHIENEN:

Wise Services S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) gegründet und bestehend unter dem Recht des Großherzogtums Luxemburg mit Gesellschaftssitz in 70, route d'Esch, L-1470 Luxemburg, einem Stammkapital von EUR 12.500, im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister eingetragen unter der Nummer B 137.823,

vertreten durch Me Stéphanie VILLANI, Anwältin (Avocat au Barreau des Hauts-de-Seine inscrit à la liste IV du Barreau de Luxembourg), mit Berufsadresse in Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht, die am 16. Dezember 2015 ausgestellt wurde.

Diese Vollmacht, nachdem sie vom Bevollmächtigten im Namen für die unterzeichnete Partei und dem unterzeichneten Notar ne varietur unterzeichnet wurde, bleibt dieser Urkunde zum Zweck der Registrierung angefügt und wird samt dieser bei den Registrierungsbehörden eingereicht. Welcher Komparent hat den unterzeichneten Notar ersucht, die Satzung einer Gesellschaft, die hiermit gegründet wird, wie folgt zu dokumentieren:

1. Form und Firma. Es wird eine Aktiengesellschaft (société anonyme) gegründet unter der Bezeichnung Skyrim Renewable Energy S.A. (die Gesellschaft), die dem luxemburgischen Recht unterliegt, insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, in der jeweils gültigen Fassung (das Gesetz), sowie gegenwärtiger Satzung (die Satzung).

2. Gesellschaftssitz.

2.1. Der Sitz der Gesellschaft ist die Gemeinde Luxemburg. Er kann durch Beschluss des alleinigen Direktors oder, im Falle mehrerer Direktoren, des Verwaltungsrats innerhalb der Grenzen der Gemeinde verlegt werden.

2.2. Durch Beschluss des alleinigen Direktors oder, im Falle mehrerer Direktoren, des Verwaltungsrats der Gesellschaft können Niederlassungen, Tochterunternehmen oder andere Betriebsstätten im gesamten Gebiet des Großherzogtums Luxemburg oder im Ausland errichtet werden. Sollte der alleinige Direktor oder, im Falle mehrerer Direktoren, der Verwaltungsrat zu der Auffassung kommen, dass außergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art eintreten sind oder bevorstehen, welche geeignet wären die normale Geschäftsabwicklung am Gesellschaftssitz oder die reibungslose Kommunikation zwischen dem Gesellschaftssitz und dem Ausland zu beeinträchtigen, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend, bis zur endgültigen Einstellung oder Beseitigung dieser außergewöhnlichen Verhältnisse, ins Ausland verlegt werden. Solche vorübergehenden Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, die, trotz einer solchen vorläufigen Verlegung des Gesellschaftssitzes, eine Gesellschaft luxemburgischen Rechts bleiben soll.

3. Dauer der Gesellschaft.

3.1. Die Gesellschaft wird für unbestimmte Zeit errichtet.

3.2. Die Gesellschaft kann jederzeit durch qualifizierten, entsprechend den Voraussetzungen für eine Änderung der Satzung gefassten, Beschluss der Hauptversammlung des oder der Aktionäre der Gesellschaft aufgelöst werden.

3.3. Die Gesellschaft soll wegen des Todes oder der Auflösung des Alleinaktionärs nicht aufgelöst werden.

4. Gesellschaftszweck.

4.1. Zweck der Gesellschaft ist die Akquisition von Beteiligungen an in- oder ausländischen Gesellschaften oder Unternehmen jeder Art, sowie die Verwaltung solcher Beteiligungen. Insbesondere darf die Gesellschaft Aktien, Anteile und andere Wertpapiere, Anleihen, Schuldverschreibungen, Einlagezertifikate und andere Schuldtitel durch Zeichnung, Kauf oder Tausch oder jede andere Weise erwerben, sowie, allgemein, alle Wertpapiere und Finanzinstrumente, die von öffentlichen oder privaten Rechtspersonlichkeiten jeder Art ausgegeben werden, einschließlich von Personengesellschaften. Sie darf sich an der Erschaffung, Entwicklung, Verwaltung und Führung der Geschäfte einer jeden Gesellschaft oder eines

jeden Unternehmens beteiligen. Sie darf weiter in den Erwerb und die Verwaltung von Portfolios investieren, welche Patente oder anderes geistiges Eigentum jeglicher Art und jeglichen Ursprungs enthalten.

4.2. Die Gesellschaft kann Darlehen jeder Art aufnehmen. Sie kann Wechsel, Anleihen, sowie jegliche Art von Schuldtitel und Dividendenpapiere ausgeben. Die Gesellschaft kann Geldmittel, einschließlich der Erträge aus Kreditverbindlichkeiten und/oder aus der Ausgabe von Forderungspapieren, an ihre Zweigniederlassungen, Tochtergesellschaften und jede andere Gesellschaft verleihen. Des Weiteren kann die Gesellschaft zu Gunsten Dritter Sicherheiten leisten oder auf andere Weise Sicherheiten bestellen und gewähren, um ihren eigenen Verpflichtungen, sowie derer von mit ihr verbundener Gesellschaften, sowie derer einer jeden anderen Gesellschaft, nachzukommen. Die Gesellschaft kann weiter durch Pfandbestellung, Verpfändung, Übertragung, sonstige Belastungen oder Aufnahme von Hypotheken, ihr gesamtes oder einen Teil ihres Vermögens belasten.

4.3. Die Gesellschaft ist befugt, sich jeglicher Verfahren und Mittel zu bedienen, um ihre Investitionen effizient zu verwalten, einschließlich Verfahren und Mittel um sich gegen Kredit-, Wechsel-, Zinssatz- und andere Risiken abzusichern.

4.4. Die Gesellschaft ist befugt, jede gewerbliche, finanzielle oder industrielle Tätigkeit und Transaktion in Bezug auf Immobilien und bewegliches Vermögen durchzuführen, welche sich mittelbar oder unmittelbar auf den Gesellschaftszweck beziehen oder dessen Förderung dienen.

5. Kapital.

5.1. Das Gesellschaftskapital beträgt einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000), eingeteilt in einunddreißigtausend (31.000) Anteile mit einem Nennwert von einem Euro (EUR 1) je Anteil, allesamt gezeichnet und voll eingezahlt.

5.2. Das Gesellschaftskapital kann durch qualifizierten, unter den Voraussetzungen eines Beschlusses zur Änderung der Gesellschaftssatzung gefassten Beschluss der Hauptversammlung des oder der Aktionäre der Gesellschaft aufgestockt oder vermindert werden.

6. Anteile.

6.1. Die Aktien sind, je nach Belieben des Alleinaktionärs oder der Aktionäre, entweder Namensaktien (actions nominatives), Inhaberaktien (actions au porteur) oder dematerialisierte Aktien.

6.2. Für Namensaktien wird ein Aktienregister der Gesellschaft am Gesellschaftssitz der Gesellschaft geführt, welches jedem Aktionär zur Einsicht bereitsteht. Das Aktienregister soll den Namen eines jeden Aktionärs, seinen Wohnsitz oder Wahlwohnsitz, die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien, die auf jede dieser Aktien eingezahlten Beträge und die Übertragung von Aktien ausweisen. Das Eigentum an einer Aktie resultiert aus der Eintragung in das Aktienregister.

6.3. Alle Inhaberaktien müssen bei einer vom Verwaltungsrat bestellten Verwahrstelle hinterlegt werden. Der Verwaltungsrat hat die Aktionäre von dieser Bestellung und jeglicher Änderung hinsichtlich der Verwahrstelle innerhalb von 15 Werktagen zu informieren. Beschlüsse zur Bestellung oder Zustimmungen zur Bestellung einer Verwahrstelle müssen gemäß Artikel 11 bis §1ter, 3), d) des Gesetzes eingetragen und veröffentlicht werden.

Ein Inhaberaktienregister, welches genaue Informationen zu jedem Aktionär, der Anzahl der von ihm gehaltenen Inhaberaktien oder Einheiten, Informationen über das Datum der Hinterlegung, von Übertragungen, Annullierung oder Konvertierung von Namensaktien unter Angabe des Wirksamkeitsdatums, wird bei der Verwahrstelle eingerichtet und verwahrt.

Das Eigentum an einer Inhaberaktie resultiert aus der Eintragung in das Inhaberaktienregister. Auf schriftlichen Antrag eines jeden Inhaberaktionärs, kann innerhalb von 8 Tagen ein Zertifikat ausgegeben werden, welches alle die ihn betreffenden Eintragungen im Inhaberaktienregister enthält.

Die Rechte aus ausgegebenen Inhaberaktien, welche weder hinterlegt, noch ordnungsgemäß im Inhaberaktienregister registriert sind, sollen als suspendiert betrachtet werden.

6.4. Die Gesellschaft kann ihre eigenen Aktien im Rahmen des Gesetzes zurückkaufen.

7. Übertragung von Aktien.

7.1. Die Übertragung von Aktien erfolgt über eine im genannten Register eingetragene Übertragungserklärung, die von dem Veräußerer und dem Übernehmer oder von ihren entsprechend befugten Vertretern mit Datum versehen und unterzeichnet ist und mit den Vorschriften des luxemburgischen Rechts über die Abtretung von Forderungen im Einklang steht. Die Gesellschaft kann eine Übertragung auf der Grundlage einer Korrespondenz oder anderer Dokumente, die die Vereinbarung zwischen dem Veräußerer und dem Übernehmer festhalten, annehmen und in das Register eintragen.

7.2. Eine Übertragung von Inhaberaktien unter Lebenden wird gegenüber Dritten und der Gesellschaft, nach der Eintragung dieser Übertragung in das Inhaberaktienregister durch die Verwahrstelle wirksam, nachdem die Verwahrstelle ein Dokument oder eine Bestätigung empfangen hat, auf deren Grundlage die Eigentumsübertragung zwischen dem Veräußerer und dem Übernehmer begründet wird. Eine Mitteilung einer Übertragung von Todes wegen ist gegenüber der Verwahrstelle durch die Vorlage einer von einem Bezirksrichter oder von einem Notar ausgestellten Sterbeurkunde, eines Totenscheins oder einer schriftlichen eidlichen Erklärung wirksam erfolgt, sofern kein Widerspruch besteht.

7.3. Die Übertragung dematerialisierter Aktien findet im Wege des Buchungseintrags statt.

8. Aktionärsversammlungen.

8.1. Der Alleinaktionär nimmt alle Befugnisse wahr, die nach dem Gesetz der Hauptversammlung der Aktionäre zustehen. Die Entscheidungen des Alleinaktionärs werden in einem Protokoll aufgezeichnet oder schriftlich festgehalten.

8.2. Gibt es mehrere Aktionäre, so vertritt jede ordentlich zustande gekommene Hauptversammlung der Aktionäre der Gesellschaft alle Aktionäre der Gesellschaft. Sie soll die weitestgehenden Befugnisse haben, Handlungen im Zusammenhang mit allen Tätigkeiten der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder diese zu bestätigen.

8.3. Die jährliche Hauptversammlung des oder der Aktionäre der Gesellschaft soll, im Einklang mit dem Gesetz, in Luxemburg am Gesellschaftssitz der Gesellschaft, oder an jedem anderen Ort der Gemeinde in der sich der Gesellschaftssitz befindet und welcher in der Ladung zu der jeweiligen Versammlung zu bestimmen ist, am letzten Freitag des Monats Mai eines jeden Jahres, stattfinden. Wenn dieser Tag für luxemburgische Banken kein Werktag ist, soll die jährliche Hauptversammlung am nächsten Werktag abgehalten werden.

8.4. Die jährliche Hauptversammlung des oder der Aktionäre der Gesellschaft kann im Ausland stattfinden, wenn dies, nach ausschließlichem und abschließendem Ermessen des alleinigen Direktors oder, im Falle mehrerer Direktoren, des Verwaltungsrats der Gesellschaft, außerordentliche Umstände erforderlich machen.

8.5. Andere Versammlungen der Aktionäre der Gesellschaft können zu Ort und Zeit, wie in der jeweiligen Ladung angegeben, abgehalten werden.

9. Mitteilung - Mehrheit - Vollmachten - Ladungen.

9.1. Die gesetzlich vorgesehenen Bestimmungen zu Fristen und Beschlussfähigkeit sollen für die Ladung zu und für die Durchführung von Versammlungen der Aktionäre der Gesellschaft maßgeblich sein, sofern vorliegend nichts Abweichendes vorgesehen ist.

9.2. Jeder Aktie kommt eine Stimme zu.

9.3. Vorbehaltlich anderer Bestimmungen im Gesetz oder in dieser Satzung, werden Beschlüsse der ordnungsgemäß einberufenen Versammlung der Aktionäre der Gesellschaft durch einfache Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktionäre, die eine Stimme abgeben, gefasst.

9.4. Eine außerordentliche Hauptversammlung, die zur Änderung jeglicher Bestimmungen der Satzung einberufen wird, kann nicht wirksam beschließen so lange nicht mindestens die Hälfte des Kapitals vertreten ist und die Tagesordnung die vorgeschlagenen Änderungen der Satzung ausweist.

9.5. Ist die erste dieser Bedingungen nicht erfüllt, kann eine zweite Versammlung vereinbart werden, in der Weise wie von der Satzung vorgesehen, durch zweimalige Veröffentlichung der Ladung im Abstand von mindestens 15 Tagen im luxemburgischen Amtsblatt (Mémorial) und in zwei luxemburgischen Zeitungen und mindestens 15 Tage vor der Versammlung. Diese Ladung soll die Tagesordnung und das Datum und das Ergebnis der vorigen Versammlung wiedergeben. Die zweite Versammlung kann unabhängig vom Anteil des vertretenen Kapitals wirksam beschließen. Bei beiden Versammlungen müssen Beschlüsse, damit sie wirksam gefasst werden, mindestens von zwei Dritteln der Stimmen der anwesenden und vertretenen Aktionäre getragen werden.

9.6. Ungeachtet dessen, können die Nationalität der Gesellschaft und die Verpflichtungen der Aktionäre nur durch einstimmigen Beschluss der Aktionäre und Obligationäre geändert, beziehungsweise erhöht werden.

9.7. Ein Aktionär kann an jeder Versammlung der Aktionäre der Gesellschaft durch schriftliche Benennung durch Urschrift, Telefax oder Telegramm einer anderen Person als sein Vertreter teilnehmen.

9.8. Jeder Aktionär kann per Konferenzschaltung oder ähnlichen Medien der Kommunikation, die es allen Aktionären erlauben, sich untereinander mündlich zu verständigen und sich ordentlich zu beraten, an einer Versammlung der Aktionäre der Gesellschaft teilnehmen und die Teilnahme an einer Versammlung in dieser Weise steht der persönlichen Anwesenheit an der jeweiligen Versammlung gleich.

9.9. Wenn alle Aktionäre der Gesellschaft bei einer Versammlung der Aktionäre der Gesellschaft anwesend oder vertreten sind und sie sich als ordentlich geladen und über die Tagesordnung der Versammlung informiert betrachten, kann die Versammlung ohne vorherige Ladung abgehalten werden.

10. Geschäftsführung.

10.1. Hat die Gesellschaft nur einen Aktionär, so kann sie von einem alleinigen Direktor geführt werden, in allen anderen Fällen wird sie von einem Verwaltungsrat geführt, der aus zwei Kategorien von Mitgliedern besteht: A Direktoren und B Direktoren. Der alleinige Direktor oder die Mitglieder des Verwaltungsrates müssen keine Aktionäre der Gesellschaft sein. Jeder Direktor wird für eine Zeit, die sechs Jahre nicht überschreitet, bestellt und kann wiedergewählt werden.

10.2. Immer wenn eine juristische Person als Direktor der Gesellschaft (die Juristische Person) gewählt wird, muss diese einen ständigen Vertreter bestimmen, der dieses Mandat des Direktors in ihrem Namen und für sie ausgeführt (der Vertreter). Der Vertreter unterliegt denselben Bedingungen und Verpflichtungen und unterliegt, unbeschadet der gemeinschaftlichen Haftung mit der Juristischen Person, derselben Haftung als würde er dieses Mandat des Direktors im eigenen Namen ausführen. Die Juristische Person kann einen Vertreter nur widerrufen wenn sie gleichzeitig einen neuen Vertreter bestimmt.

10.3. Der alleinige Direktor und, im Falle einer Mehrheit von Direktoren, die Mitglieder des Verwaltungsrates, werden vom Alleinaktionär oder von den Aktionären bei der Hauptversammlung bestellt. Der oder die Aktionäre der Gesellschaft

legen auch die Anzahl an Direktoren, ihre Vergütung und die Dauer ihres Mandats fest. Ein Direktor kann, mit oder ohne Grund, jederzeit durch Beschluss der Hauptversammlung des oder der Aktionäre der Gesellschaft abberufen und/oder ersetzt werden.

10.4. Im Falle einer Nichtbesetzung der Stelle eines Direktors wegen Todes, Rücktritt oder aus anderen Gründen, können die verbleibenden Direktoren durch Mehrheitswahl einen Direktor, der die vorübergehend freie Stelle bis zur nächsten Hauptversammlung des oder der Aktionäre der Gesellschaft besetzt, wählen.

11. Versammlungen des Verwaltungsrats.

11.1. Sind mehrere Direktoren bestellt, muss der Verwaltungsrat der Gesellschaft unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden bestellen und kann einen Sekretär bestellen, der kein Direktor sein muss und der für die Verwahrung des Protokolls der Versammlung des Verwaltungsrats der Gesellschaft und des Protokolls der Hauptversammlung der Aktionäre der Gesellschaft zuständig ist.

11.2. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft versammelt sich auf Antrag des Vorsitzenden oder von zwei Direktoren am in der Ladung angegebenen Ort, der, im Prinzip, in Luxemburg sein soll.

11.3. Zu jeder Versammlung des Verwaltungsrats der Gesellschaft sollen alle Direktoren mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Versammlung vorgesehenen Datum schriftlich geladen werden, es sei denn, dass Umstände eines Notfalls vorliegen, in welchem Fall die Natur solcher Umstände in knapper Weise in der Ladung zur Versammlung des Verwaltungsrats der Gesellschaft darzulegen sind.

11.4. Einer solchen schriftlichen Ladung bedarf es nicht, wenn alle Mitglieder des Verwaltungsrates der Gesellschaft bei der Versammlung anwesend oder vertreten sind und sie bestätigen, ordnungsgemäß informiert worden zu sein sowie über alle Tagesordnungspunkte der Versammlung volle Kenntnis gehabt zu haben. Auf die schriftliche Ladung kann durch schriftliche Erklärung, durch Urschrift, Telefax oder Telegramm jedes Mitglieds des Verwaltungsrats verzichtet werden. Separate schriftliche Ladungen werden nicht benötigt für Versammlungen, die an Zeiten und Orten abgehalten werden, die in einem zuvor vom Verwaltungsrat der Gesellschaft gefassten Beschluss festgelegt wurden.

11.5. Jedes Mitglied des Verwaltungsrats kann an jeder Versammlung des Verwaltungsrats der Gesellschaft durch schriftliche Benennung eines anderen Mitglieds des Verwaltungsrats durch Urschrift, Telefax oder Telegramm, als sein Vertreter teilnehmen.

11.6. Jedes Mitglied des Verwaltungsrats kann per Konferenzschaltung oder ähnlichen Medien der Kommunikation, die es allen Mitgliedern des Verwaltungsrats erlauben, sich untereinander mündlich zu verständigen und sich ordentlich zu beraten, an einer Versammlung der Mitglieder des Verwaltungsrats der Gesellschaft teilnehmen und die Teilnahme an einer Versammlung in dieser Weise steht der persönlichen Anwesenheit an der jeweiligen Versammlung gleich.

11.7. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann sich nur wirksam beraten und/oder handeln, wenn mindestens ein A Direktor und mindestens ein B Direktor anwesend oder vertreten sind. Beschlüsse werden aufgrund der Mehrheit der von bei einer solchen Versammlung anwesenden oder vertretenen Direktoren abgegebenen Stimmen gefasst. Im Falle, dass bei einer wirklichen Versammlung die Anzahl an abgegebenen Stimmen für und gegen einen Beschluss gleichhoch ist, kommt dem Vorsitzenden der Versammlung die entscheidende Stimme zu.

11.8. Beschlüsse, die von allen Direktoren unterzeichnet werden, sind in derselben Weise wirksam und bindend, als wären sie in einer ordnungsgemäß einberufenen Versammlung gefasst worden.

12. Protokoll der Versammlungen des Verwaltungsrats.

12.1. Die Protokolle einer jeden Versammlung des Verwaltungsrats der Gesellschaft werden vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates der Gesellschaft, der der jeweiligen Versammlung vorgessessen hat, oder von zwei Direktoren der Gesellschaft unterzeichnet.

12.2. Kopien oder Auszüge, die von solchen Protokollen angefertigt werden, werden vom Sekretär (sofern vorhanden) oder von einem Direktor der Gesellschaft unterzeichnet.

13. Entscheidungen des Alleinigen Direktors. Die Entscheidungen des alleinigen Direktors der Gesellschaft werden schriftlich gefasst.

14. Befugnisse des Alleinigen Direktors oder des Verwaltungsrats. Der alleinige Direktor oder, im Falle mehrerer Direktoren, der Verwaltungsrat der Gesellschaft verfügt über die weitestgehenden Befugnisse im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Verfügungs- oder Verwaltungshandlungen vorzunehmen, die dem Interesse der Gesellschaft dienen. Alle Befugnisse, die nicht durch das Gesetz oder durch diese Satzung der Hauptversammlung des oder der Aktionäre vorbehalten sind, fallen in die Zuständigkeit des alleinigen Direktors oder, im Falle mehrerer Direktoren, des Verwaltungsrats.

15. Übertragung von Befugnissen.

15.1. Der alleinige Direktor oder, im Falle mehrere Direktoren, der Verwaltungsrat der Gesellschaft ist autorisiert, ohne die vorherige Erlaubnis der Hauptversammlung der Aktionäre der Gesellschaft, eine Person zum Zwecke der Ausführung spezifischer Funktionen auf jeder Ebene innerhalb der Gesellschaft zu benennen.

15.2. Der Verwaltungsrat kann daher seine Befugnisse zur Leitung des Tagesgeschäfts der Gesellschaft an einen oder mehreren Direktoren oder andere Handlungsbevollmächtigte delegieren, die als geschäftsführende Direktoren bezeichnet werden.

16. Unterschriften von Zeichnungsbefugten.

16.1. Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft in allen Angelegenheiten durch die Einzelunterschrift ihres alleinigen Direktors vertreten oder, im Falle einer Mehrheit von Direktoren, durch die gemeinsame Unterschrift eines jeden A Direktors zusammen mit der eines jeden B Direktors der Gesellschaft oder durch die einzelne oder gemeinsame Unterschrift von Personen denen entsprechende Unterschriftsbefugnis gültig und im Einklang mit Artikel 15.1 dieser Satzung erteilt wurde.

16.2. Sofern es um die Leitung des Tagesgeschäfts geht, wird die Gesellschaft gegenüber Dritten rechtlich durch die Einzelunterschrift eines jeden geschäftsführenden Direktors der Gesellschaft gebunden.

17. Interessenkonflikt.

17.1. Kein Vertrag oder keine sonstige Transaktion zwischen der Gesellschaft und jeglicher anderen Gesellschaft oder Körperschaft wird durch den Umstand beeinflusst oder unwirksam, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Handlungsbevollmächtigte der Gesellschaft ein persönliches Interesse an dieser anderen Gesellschaft oder Körperschaft haben sollten oder Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, Handlungsbevollmächtigter oder Angestellter dieser anderen Gesellschaft oder Körperschaft sind.

17.2. Ein Verwaltungsratsmitglied oder Handlungsbevollmächtigter der Gesellschaft, der als Verwaltungsratsmitglied, Handlungsbevollmächtigter oder Angestellter einer Gesellschaft oder Körperschaft ist, mit der die Gesellschaft einen Vertrag abschließt oder der gegenüber der sie sich anderweitig geschäftlich verpflichtet, kann auf Grund seiner Position in dieser anderen Gesellschaft oder Körperschaft nicht daran gehindert werden, in Bezug auf einen solchen Vertrag oder dieses sonstige Geschäft zu beraten, abzustimmen oder zu handeln.

17.3. Falls ein Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft ein persönliches und gegenläufiges Interesse an einem Geschäft der Gesellschaft haben sollte, muss dieses Verwaltungsratsmitglied den Verwaltungsrat der Gesellschaft über sein persönliches und gegenläufiges Interesse informieren, und dieses Verwaltungsratsmitglied wird in Bezug auf dieses Geschäft weder an der Beratung noch an der Abstimmung teilnehmen. Über dieses Geschäft und das persönliche und gegenläufige Interesse dieses Verwaltungsratsmitglieds ist bei der nächsten Hauptversammlung des oder der Aktionäre der Gesellschaft Bericht zu erstatten, die das jeweilige Geschäft bestätigen soll.

17.4. Gibt es lediglich einen Alleinaktionär in der Gesellschaft, findet Artikel 17.3 keine Anwendung und die Geschäfte, die zwischen der Gesellschaft und dem Direktor, der ein gegenläufiges Interesse zu dem der Gesellschaft hat, werden lediglich im Protokoll festgehalten.

17.5. Die Artikel 17.3 und 17.4 finden keine Anwendung wenn die entsprechenden Geschäfte/Operationen im Rahmen der laufenden Geschäfte der Gesellschaft und zu marktüblichen Bedingungen abgeschlossen werden.

18. Gesetzliche Revisionsstelle.

18.1. Die Geschäfte der Gesellschaft werden durch einen oder mehreren Wirtschaftsprüfer (commissaire(s)) kontrolliert. Der Abschlussprüfer wird für einen Zeitraum von maximal sechs Jahren gewählt und kann wiedergewählt werden.

18.2. Der oder die Abschlussprüfer werden von der Hauptversammlung der Aktionäre der Gesellschaft ernannt, welche ihre Anzahl, ihre Vergütung und ihre Mandatsdauer festlegt. Der oder die amtierenden Abschlussprüfer können jederzeit durch Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre der Gesellschaft mit oder ohne Grund abberufen werden.

19. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar jeden Jahres und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

20. Zuteilung der Gewinne.

20.1. Dem Jahresnettogewinn der Gesellschaft wird ein Betrag in Höhe von fünf Prozent (5 %) entnommen und der vom Gesetz vorgesehenen Rücklage zugewiesen. Die Entnahme dieses Betrages ist dann nicht mehr obligatorisch, wenn die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10 %) des festgelegten Gesellschaftskapitals der Gesellschaft erreicht.

20.2. Die Hauptversammlung der Aktionäre der Gesellschaft beschließt über die Zuweisung des Saldos des jährlichen Nettogewinns und beschließt allein darüber, von Zeit zu Zeit Dividenden auszuschütten, wie sie es in ihrem Ermessen als dem Zweck und der Politik der Gesellschaft am besten entsprechend erachtet.

20.3. Die Dividenden können in Euro oder in jeder sonstigen vom alleinigen Direktor oder, im Falle mehrerer Direktoren, vom Verwaltungsrat der Gesellschaft gewählten Währung ausgeschüttet werden und müssen an den vom alleinigen Direktor oder, im Falle mehrerer Direktoren, vom Verwaltungsrat der Gesellschaft gewählten Orten und Zeiten ausgeschüttet werden. Der alleinige Direktor oder, im Falle mehrerer Direktoren, der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann beschließen, Zwischendividenden unter den Bedingungen und innerhalb der Grenzen des Gesetzes auszuschütten.

21. Auflösung der Gesellschaft. Die Gesellschaft kann jederzeit durch Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre der Gesellschaft, welcher entsprechend den Voraussetzungen für eine Änderung der Satzung gefasst wird, aufgelöst werden. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft erfolgt die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren (die natürliche oder juristische Personen sein können), die von der Hauptversammlung des oder der Aktionäre der Gesellschaft ernannt werden, die über eine solche Liquidierung entscheiden. Diese Hauptversammlung des oder der Aktionäre der Gesellschaft legt auch die Befugnisse und die Vergütung des oder der Liquidatoren fest.

22. Anwendbares recht. Sämtliche Fragen, die nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelt werden, werden nach dem Gesetz bestimmt.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tage der Zeichnung dieser Urkunde und endet am 31. Dezember 2016.

Die erste Hauptversammlung der Aktionäre der Gesellschaft findet im Mai 2017 statt.

Zeichnung und Einzahlung der Aktien

Die Aktien der Gesellschaft wurden gezeichnet wie folgt:

(1) Wise Services S.à.r.l., vorgenannt:	31.000 Aktien
Gesamt:	31.000 Aktien

Sämtliche Aktien sind durch den vorgenannten Zeichner voll in bar eingezahlt worden, so dass der Betrag von einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000) der Gesellschaft ab sofort zur Verfügung steht, was dem amtierenden Notar durch eine Bankbescheinigung ausdrücklich nachgewiesen wurde.

Kosten

Die der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung entstehenden Kosten, Honorare und Auslagen werden auf ungefähr ein tausend ein hundert und fünfzig Euro (EUR 1.150,-) geschätzt.

Beschlüsse des Alleingeschafters

Der Komparent, der das gesamte gezeichnete Gesellschaftskapital vertritt und ordnungsgemäß beschlussfähig ist, hat unverzüglich folgende Beschlüsse gefasst:

- (i) dass die Anzahl der Direktoren drei (3) beträgt;
- (ii) dass die Anzahl an Wirtschaftsprüfern (commissaires) eins (1) beträgt;
- (iii) dass zu Direktoren der Gesellschaft die folgenden Personen, für die Dauer von zwei (2) Jahren, die mit Abhaltung der jährlichen Hauptversammlung der Aktionäre im Jahr 2017 enden, ernannt werden:

§ als A Direktor:

1. Herr Qiu Hua Chen, chinesischer Nationalität, geboren am 1. Mai 1982 in Jiangsu (China), mit Wohnanschrift in Einheit 1, Gbd. 3, Luhaiyuan Sili, Entwicklungsgebiet Peking, Peking 100176 (China);

§ als B Direktor:

3. Herr Christiaan Frederik van Arkel, niederländischer Nationalität, geboren am 21. März 1973 in Bangkok (Thailand), mit Geschäftsanschrift in 46 A av. J.- F. Kennedy, L-1855 Luxemburg;

4. Frau Anne Bölkow Geb. Jansen, deutscher Nationalität, geboren am 28. August 1980 in Aachen (Deutschland), mit Geschäftsanschrift in 46 A av. J.- F. Kennedy, L-1855 Luxemburg.

(iv) dass als Wirtschaftsprüfer (commissaire) der Gesellschaft, für eine Dauer von zwei (2) Jahren, die mit Abhaltung der jährlichen Hauptversammlung der Aktionäre im Jahr 2017 enden, ernannt wird:

- EQ Audit S.à.r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) gegründet und bestehend unter dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in 2, rue J. Hackin, L-1746 Luxemburg, mit einem Stammkapital von EUR 12.500 und eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 124.782;

(v) dass die Adresse des Gesellschaftssitzes der Gesellschaft 46A, av. J.- F. Kennedy, L-1855 Luxemburg ist.

Erklärung

Der amtierende Notar, der englischen Sprache kundig, stellt hiermit fest, dass auf Ersuchen des Komparenten diese Urkunde in englischer Sprache verfasst ist, gefolgt von einer Übersetzung in deutscher Sprache. Im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist auf Ersuchen desselben Komparenten die englische Fassung maßgeblich.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg, Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Bevollmächtigten des Komparenten hat dieser Bevollmächtigte mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: VILLANI, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 18 décembre 2016 Relation: 1LAC/2015/40603. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives

Luxembourg, le 3 février 2016.

Référence de publication: 2016061284/608.

(160022063) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2016.

Brent Infrastructure II S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 172.729.

In the year two thousand and fifteen, on the eighteenth of December,
Before Maître Jacques KESSELER, notary residing in Pétange,

THERE APPEARED:

Brent Infrastructure Holding B.V., a private limited liability company (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid) organized under the laws of the Netherlands, having its official seat (statutaire zetel) in Amsterdam, the Netherlands and having its registered office at World Trade Center Schiphol, H Tower, Floor 4, Schiphol Boulevard 355, 1118 BJ Schiphol, the Netherlands and registered with the commercial register of the Chamber of Commerce of Amsterdam under number 56270607,

represented by Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, notary clerk, residing in Pétange by virtue of a power of attorney given under private seal.

Said proxy, after having been signed “ne varietur” by the proxyholder and the undersigned notary shall stay attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Who declared and requested the notary to state:

1) That “Brent Infrastructure Holding B.V.”, prenamed, is the sole shareholder of Brent Infrastructure II S.A., a Luxembourg public limited liability company (société anonyme), having its registered office at 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 172.729, incorporated by a deed of Me Francis Kessler, then notary residing in Esch-sur-Alzette on 25 October 2012 published in the Mémorial C number 3018 on 13 December 2012 (the “Company”).

2) That the share capital of the Company is fixed at two hundred ninety-seven thousand four hundred Norwegian Kroner (NOK 297,400) divided into two hundred thirty-seven thousand nine hundred and twenty (237,920) ordinary shares and fifty-nine thousand four hundred and eighty (59,480) mandatory redeemable preferred shares having a nominal value of one Norwegian Krone (NOK 1) each.

3) After this had been set forth, the above named shareholder representing the entire corporate capital, has decided to hold an extraordinary general meeting and to take the following resolutions in conformity with the agenda of the meeting:

First resolution

The sole shareholder resolves to insert a new article 8.2 in the articles of association of the Company which will be worded as follows:

“ **Art. 8.2.** The MRPS are convertible into shares subject to the conditions laid down in article 45 of the Law and the present Articles.”

Second resolution

The sole shareholder resolves to convert the existing fifty-nine thousand four hundred and eighty (59,480) mandatory redeemable preferred shares having a nominal value of one Norwegian Krone (NOK 1) each into fifty-nine thousand four hundred and eighty (59,480) ordinary shares.

The sole shareholder resolves that the share premium attached to the MRPS shall also be re-allocated and attached to the ordinary shares. The sole shareholder acknowledges that all dividend rights already accrued on the mandatory redeemable preferred shares shall benefit to the ordinary shares.

Third resolution

As a consequence of the foregoing resolutions, the sole shareholder resolves to amend and restate the articles of association of the Company without amending the corporate object, which will be worded as follows:

“Title I. - Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form. There exists a public limited liability company (hereafter the “Company”) which will be governed by the laws pertaining to such an entity, and in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended from time to time (hereafter the “Law”), as well as by the present articles of association (hereafter the “Articles”).

Art. 2. Name. The name of the Company is “Brent Infrastructure II S.A.”

Art. 3. Registered office.

3.1. The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg.

3.2. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of Shareholders (as defined hereafter) deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

3.3. The registered office may be transferred within the City of Luxembourg by decision of the Sole Director or, in case of plurality of directors, of the Board of Directors (as defined hereafter).

3.4. If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between this office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the Company. Such declaration of the transfer of the registered office shall be made and brought to the attention of third parties by the organ of the Company, which is best situated for this purpose under such circumstances.

3.5. The Sole Director or, in case of plurality of directors, the Board of Directors may establish branches or offices of representation in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

Art. 4. Object.

4.1. The Company's object is to acquire and hold interests, directly or indirectly, in any form whatsoever, in any other Luxembourg or foreign entities, by way of, among others, the subscription or the acquisition of any securities and rights through participation, contribution, underwriting, firm purchase or option, negotiation or in any other way, or of financial debt instruments in any form whatsoever, and to administrate, develop and manage such holding of interests.

4.2. The Company may also render every assistance, whether by way of loans, guarantees or otherwise to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest, even not substantial, or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company (hereafter referred to as the "Connected Companies").

4.3. For purposes of this article, a company shall be deemed to be part of the same "group" as the Company if such other company directly or indirectly owns, is owned by, is in control of, is controlled by, or is under common control with, or is controlled by a shareholder of, the Company, in each case whether beneficially or as trustee, guardian or other fiduciary. A company shall be deemed to control another company if the controlling company possesses, directly or indirectly, all or substantially all of the share capital of the company or has the power to direct or cause the direction of the management or policies of the other company, whether through the ownership of voting securities, by contract or otherwise.

4.4. The Company may in particular enter into the following transactions:

4.4.1. borrow money in any form or obtain any form of credit facility and raise funds, through, including, but not limited to, the issue of bonds, notes, promissory notes, certificates and other debt or equity instruments, convertible or not, or the use of financial derivatives or otherwise;

4.4.2. enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present or future) or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company and of any of the Connected Companies, or any director, manager or other agent of the Company or any of the Connected Companies, within the limits of any applicable law provision; and

4.4.3. use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

it being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector.

4.5. In addition to the foregoing, the Company may perform all legal, commercial, technical and financial transactions and, in general, all transactions which are necessary or useful to fulfil its corporate object as well as all transactions directly or indirectly connected with the areas described above in order to facilitate the accomplishment of its corporate object in all areas described above.

Art. 5. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Title II. - Capital - Shares - Authorised share capital

Art. 6. Capital.

6.1. The corporate capital of the Company is fixed at two hundred ninety-seven thousand four hundred Norwegian Kroner (NOK 297,400) divided into two hundred ninety-seven thousand four hundred (297,400) ordinary shares (the "Shares") having a nominal value of one Norwegian Krone (NOK 1) each (the "Shares"). The holders of the Shares are together referred to as the "Shareholders".

6.2. The general meeting of Shareholders may create any freely distributable reserve that they may deem necessary or appropriate. Such reserve shall be distributed further to a decision of the general meeting of Shareholders.

6.3. The corporate capital of the Company may be increased or reduced in compliance with the legal requirements. In case of a share capital increase of the Company, each of the existing Shareholders shall be granted a preferential subscription right on the Shares in pro rata of the Shares held by the existing Shareholder.

The existing Shareholders will exercise their preferential subscription preferential right in accordance with Article 32-3 (3) of the Law. The existing Shareholders shall not benefit from a preferential subscription right in case of the issue of new Shares by the Company in exchange of a contribution in kind.

Art. 7. Shares.

7.1. Each Share is entitled to one vote. The Shares may be represented, at the owner's option, by certificates representing a single Share or certificates representing two or more Shares.

7.2. The Shares are and will remain in registered form.

7.3. The Company may, to the extent and under the terms permitted by Law, purchase its own Shares.

Art. 8. Authorised share capital. The authorised capital is set at one million eight hundred fifty-eight thousand seven hundred and fifty Norwegian Kroner (NOK 1,858,750) divided into one million eight hundred fifty-eight thousand seven hundred and fifty (1,858,750) Shares having a nominal value of one Norwegian Krone (NOK 1) each.

The Board of Directors is authorised and instructed to render effective such increase of the capital, in whole or in part, from time to time, within a period expiring on the fifth anniversary of the publication of the notarial deed of incorporation of the Company in the “Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations” (the “Mémorial”) for any authorised Shares which have not yet been subscribed; the Board of Directors shall decide to issue Shares representing such whole or partial increase of the capital and shall accept subscriptions for such Shares.

The Board of Directors is hereby authorised and instructed to determine the conditions attaching to any subscription of Shares and it may from time to time resolve to effect such whole or partial increase of the capital upon the conversion of any net profit of the Company into capital and the attribution of fully paid Shares to the Shareholders in lieu of dividends.

The Board of Directors is further authorised to issue convertible bonds or assimilated instruments or bonds with subscription rights or to issue any debt financial instruments convertible into Shares under the conditions to be set by the Board of Directors.

Each time the Board of Directors shall act to render effective the increase of capital, as authorised, the Article 6 shall be amended so as to reflect the result of such action; the Board of Directors shall take or authorise any person to take any necessary steps for the purpose of obtaining execution and publication of such amendment.

In connection with this authorisation to increase the capital and in compliance with article 32-3 (5) of the Law, the Board of Directors is authorised to waive or to limit any preferential subscription rights of the existing Shareholders for the same period of five (5) years.

Title III. - Management**Art. 9. Management.**

9.1. The Company may be managed by a one director (the “Sole Director”), whether Shareholder or not, as long as it has a sole Shareholder. In case there are several Shareholders, the Company shall be managed by a board of directors comprising at least three (3) members, whether Shareholders or not (the “Board of Directors”, each member individually, a “Director”). The Directors are appointed for a period not exceeding six (6) years by the general meeting of Shareholders, which may at any time remove them.

9.2. The number of Directors, their term and their remuneration are fixed by the general meeting of Shareholders.

Art. 10. Meeting of the board of directors.

10.1. The Board of Directors shall elect from among its members a chairman (the “Chairman”).

10.2. The Board of Directors convenes upon call by the Chairman, as often as the interest of the Company so requires. It must be convened each time two Directors so request. In case all the Directors are present or represented, they may waive all convening requirements and formalities.

10.3. Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing, by telegram, facsimile, electronic mail, or letter another Director as his proxy.

10.4. Meetings of the Board of Directors shall be held in Luxembourg. The Board of Directors may only deliberate or act validly if at least a majority of its members is present either in person or by proxy. Resolutions shall be approved if taken by a majority of the votes of the Directors present either in person or by proxy at such meeting.

10.5. Any member of the Board of Directors who participates in the proceedings of a meeting of the Board of Directors by means of a communication device (including a telephone and videoconference) which allows all the other members of the Board of Directors present at such meeting (whether in person or by proxy, or by means of such communication device) to hear and to be heard by the other members at any time shall be deemed to be present in person at such meeting, and shall be counted when reckoning a quorum and shall be entitled to vote on matters considered at such meeting. If a resolution is taken by way of conference call, the resolution shall be considered to have been taken in Luxembourg if the call is initiated from Luxembourg.

10.6. Written resolutions signed by all the members of the Board of Directors will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, facsimile, electronic mail or similar communication.

10.7. The minutes of a meeting of the Board of Directors may be signed (i) by all Directors present or represented at the meeting, or (ii) by any two Directors present or represented at the meeting, or (iii) by the Chairman and the secretary if appointed at the meeting of the Board of Directors or (iv) by any person to whom such powers have been delegated by the Board of Directors at such meeting of the Board of Directors.

10.8. In case of a sole Director, the resolutions of the sole Director shall be documented in writing.

Art. 11. Powers.

11.1. The sole Director or, in case of plurality of Directors, the Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate objects of the Company. All powers not expressly reserved by Law or by the Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the sole Director or, as the case may be, the Board of Directors.

11.2. The Company will be bound in any circumstances by the sole signature of its sole Director or, in case of plurality of Directors, by the joint signatures of two Directors or by the sole signature of the person in charge of the daily management of the Company, as far as the daily management is concerned, unless special decisions have been taken concerning the authorized signature in case of delegation of powers or proxies given by the sole Director or, as the case may be, the Board of Directors pursuant to article 12 of the Articles.

11.3. Any litigation involving the Company, either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the Company by the sole Director or by the Board of Directors, represented by its chairman or by the Director delegated for this purpose.

11.4. The sole Director or, in case of plurality of Directors, the Board of Directors may pay interim dividends in compliance with the Law.

Art. 12. Delegations.

12.1. The sole Director or, as the case may be, the Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management of the Company to one or more persons, whether Directors or not.

12.2. He/it may also commit the management of a special branch of the Company to one or more managers, and give special powers for determined matters to one or more proxy-holders, selected from its own members or not, whether Shareholders or not.

Title IV. - Supervision

Art. 13. Supervision. Except where according to the Law the Company's annual accounts must be audited by an approved independent auditor, the Company's annual accounts shall be reviewed by one or several statutory auditors, appointed by the general meeting of the Shareholders, which will fix their number and its/their remuneration, as well as the term of its/their office, which must not exceed six (6) years.

Title V. - General meeting of shareholders

Art. 14. Powers - Holding of general meetings.

14.1. The sole Shareholder shall exercise all the powers conferred to the general meeting of Shareholders under Section IV § 5 of the Law and its decisions shall be in writing and shall be recorded in minutes. In such case and where the term sole Shareholder is not expressly mentioned in the Articles, a reference to the general meeting of Shareholders used in the Articles is to be construed as a reference to the sole Shareholder.

14.2. In case there is more than one Shareholder, resolutions of the Shareholders are adopted at a general meeting of the Shareholders.

14.3. If all the Shareholders are present or represented and informed of the agenda of the meeting, they can waive any convening formalities and the meeting can be validly held without prior notice.

14.4. General meetings of the Shareholders shall be held in Luxembourg. Any Shareholder may, by a written proxy, authorize any other person, who need not be a Shareholder, to represent him at a general meeting of Shareholders and to vote in his name and stead.

14.5. Each Shareholder may participate in any general meeting of Shareholders by telephone or videoconference or by any similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to be identified, and to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

14.6. Except as otherwise provided by the Law or the Articles, resolutions of the general meeting of Shareholders are passed by a simple majority of the votes validly cast at the meeting, regardless of the portion of the corporate capital present or represented at such meeting. Abstention and nil votes will not be taken into account.

14.7. Subject to the terms and conditions provided by the Law, the Articles may be amended by a resolution of the general meeting of Shareholders adopted with a majority of two thirds (2/3) of the votes validly cast at a meeting where at least half (1/2) of the Company's corporate capital is present or represented on first call. On second call, the resolution will be passed by a majority of two third (2/3) of the votes validly cast at the meeting, regardless of the portion of the corporate capital present or represented at the meeting. Abstention and nil votes will not be taken into account.

14.8. The annual general meeting of the Shareholders will be held at the registered office or at such other place in the municipality of the registered office as specified in the convening notice on the fourth Thursday of June at 10.30 a.m..

If such day is a legal holiday, the annual general meeting of the Shareholders will be held on the next following business day.

Title VI. - Financial year, Allocation of profits

Art. 15. Financial year. The financial year of the Company starts on the first of January and ends on the thirty-first of December of each year.

Art. 16. Allocation of profits. After deduction of any and all of the expenses of the Company and the amortizations, the credit balance represents the net profits of the Company. Of the net profits, five per cent (5%) shall be appropriated for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten per cent (10%) of the corporate capital of the Company, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, the reserve falls below ten per cent (10%) of the corporate capital of the Company.

The balance is at the disposal of the general meeting of Shareholders.

Title VII. - Dissolution, Liquidation

Art. 17. Dissolution and liquidation.

17.1 The Company may be dissolved by a resolution of the general meeting of Shareholders. If the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by general meeting of Shareholders which will specify their powers and fix their remuneration.

The surplus shall remain at the disposal of the general meeting of the Shareholders.

Title VIII. - Applicable law

Art. 18. Applicable law. All matters not governed by the Articles are to be construed in accordance with the Law.”

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing party the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing party, in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Pétange, on the date mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the representative of the appearing party, known to the undersigned notary, by name, last name, civil status and residence, the said representative of the appearing party signed together with us, the notary, the present deed.

Follows the french translation

L'an deux mille quinze, le dix-huit décembre,

Par-devant Maître Jacques KESSELER, notaire de résidence à Pétange.

A COMPARU:

Brent Infrastructure Holding B.V., une société à responsabilité limitée (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid) constituée selon les lois des Pays-Bas, ayant son siège officiel à Amsterdam, Pays Bas, et son siège social au World Trade Center Schiphol, H-Tower, 4^{ème} étage, Schiphol Boulevard 355, 1118 BJ Schiphol, Pays-Bas, immatriculée auprès de la Chambre de Commerce d'Amsterdam sous le numéro 56270607,

représentée par Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, clerc de notaire résidant à Pétange, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

Qui a déclaré et requis le notaire d'acter:

1) Que Brent Infrastructure Holding B.V., préqualifiée, est le seul actionnaire de Brent Infrastructure II S.A. une société anonyme ayant son siège social au 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 172.729, constituée suivant acte reçu par Me Francis Kessler, alors notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, le 25 octobre 2012, publié au Mémorial C numéro 3018 du 13 décembre 2012 (la «Société»).

2) Que Le capital de la Société est fixé à deux cent quatre-vingt-dix-sept mille quatre cents couronnes norvégiennes (297.400 NOK) représenté par deux cent trente-sept mille neuf cent vingt (237.920) actions ordinaires et cinquante-neuf mille quatre cent quatre-vingts (59.480) actions privilégiées obligatoirement rachetables ayant chacune une valeur nominale d'une couronne norvégienne (1 NOK).

3) Ceci ayant été exposé, l'actionnaire prémentionné, représentant l'intégralité du capital social de la Société, a décidé de tenir une assemblée générale extraordinaire et de prendre les résolutions suivantes en conformité avec l'ordre du jour de l'assemblée:

Première résolution

L'actionnaire unique décide d'insérer un nouvel article 8.2 dans les statuts de la Société et qui aura la teneur suivante:

“ **Art. 8.2.** Les APOR sont convertibles en actions conformément aux conditions énoncées à l'article 45 de la Loi et les présents Statuts.”

Deuxième résolution

L'actionnaire unique décide de convertir les cinquante-neuf mille quatre cent quatre-vingts (59.480) actions privilégiées obligatoirement rachetables ayant une valeur nominale d'une couronne norvégienne (1 NOK) chacune en cinquante-neuf mille quatre cent quatre-vingts (59.480) actions ordinaires.

L'actionnaire unique décide que la prime d'émission attachée aux APOR doit également être réattribuée et attachée aux actions ordinaires. L'actionnaire unique reconnaît que tous les droits au dividende déjà comptabilisés sur les APOR doivent bénéficier aux actions ordinaires.

Troisième résolution

En conséquence des résolutions précédentes, l'actionnaire unique décide de modifier et refondre les statuts de la Société sans modifier l'objet social, pour leur donner la teneur suivante:

“Titre I^{er} - Forme, Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Forme. Il existe une société anonyme (ci-après la «Société»), qui sera régie par les lois relatives à une telle entité, et en particulier par la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée de temps à autre (ci-après la «Loi»), ainsi que par les présents statuts (ci-après les «Statuts»).

Art. 2. Nom. La dénomination de la Société est «Brent Infrastructure II S.A.»

Art. 3. Siège social.

3.1 Le siège de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg.

3.2 Il peut être transféré en toute autre localité à l'intérieur du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale des Actionnaires (tel que défini ci-après) délibérant comme en matière de modification des statuts.

3.3 Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la Ville de Luxembourg par simple décision de l'Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, du Conseil d'Administration (tel que défini ci-dessous).

3.4 Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Une telle décision n'aura cependant aucun effet sur la nationalité de la Société. Pareille déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la Société qui est le mieux placé pour le faire dans ces circonstances.

3.5 L'Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, le Conseil d'Administration peut constituer des succursales ou des bureaux de représentation tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 4. Objet.

4.1. L'objet de la Société est l'acquisition et la détention de tous intérêts, directement ou indirectement, sous quelle que forme que ce soit, dans toutes autres entités, luxembourgeoises ou étrangères, par voie de souscription ou d'acquisition de toutes participations et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière, ou par voie d'instruments financiers de dettes, sous quelle que forme que ce soit, ainsi que leur administration, leur développement et leur gestion.

4.2. La Société pourra également apporter toute assistance financière, que ce soit sous forme de prêts, d'octroi de garanties ou autrement, à ses filiales ou aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, sans que celui-ci soit substantiel, ou à toutes sociétés, qui seraient actionnaires, directs ou indirects, de la Société, ou encore à toutes sociétés appartenant au même groupe que la Société (ci-après reprises comme les “Sociétés Apparentées”).

4.3. Pour les besoins de cet article, une société sera considérée comme appartenant au même «groupe» que la Société si cette autre société, directement ou indirectement, détient, est détenue par, détient le contrôle de, est contrôlée par ou est sous le contrôle commun avec, ou est contrôlée par un actionnaire de la Société, que ce soit comme bénéficiaire, trustee ou gardien ou autre fiduciaire. Une société sera considérée comme contrôlant une autre société si elle détient, directement ou indirectement, tout ou une partie substantielle de l'ensemble du capital social de la société ou dispose du pouvoir de diriger ou d'orienter la gestion et les politiques de l'autre société, que ce soit aux moyens de la détention de titres permettant d'exercer un droit de vote, par contrat ou autrement.

4.4. La Société pourra, en particulier, être engagée dans les opérations suivantes:

4.4.1. conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de crédit et lever des fonds, notamment, par l'émission de titres, d'obligations, de billets à ordre, certificats et autres instruments de dettes, convertibles ou non, ou par l'utilisation d'instruments financiers dérivés ou autres;

4.4.2. accorder toute garantie, fournir tout gage ou toute autre forme de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou partie des avoirs (présents ou futurs), ou par toutes ou l'une de ces méthodes, pour

l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de Sociétés Apparentées, ou de tout administrateur, gérant ou autre agent de la Société ou de l'une des Sociétés Apparentées, dans les limites de toute disposition légale applicable; et

4.4.3. utiliser tous instruments et techniques nécessaires à la gestion efficace de ses investissements et à la protection contre tous risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

il est entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans des activités pouvant être considérées comme une activité réglementée du secteur financier.

4.5. Outre ce qui précède, la Société peut réaliser toutes transactions légales, commerciales, techniques ou financières et en général toutes transactions nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social ou en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs prédécrits, de manière à faciliter l'accomplissement de son objet social dans les secteurs prédécrits.

Art. 5. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Titre II. - Capital - Actions - Capital autorisé

Art. 6. Capital.

6.1 Le capital social de la Société est fixé à deux cent quatre-vingt-dix-sept mille quatre cents couronnes norvégiennes (297.400 NOK) représenté par deux cent quatre-vingt-dix-sept mille quatre cents (297.400) actions ordinaires (les "Actions") d'une valeur nominale de une couronne norvégienne (1 NOK) chacune. Les détenteurs d'Actions sont ci-après désignés comme les "Actionnaires".

6.2. L'assemblée générale des Actionnaires peut créer toute réserve librement distribuable qu'ils jugent nécessaire ou appropriée. Cette réserve sera distribuée suivant une décision de l'assemblée générale des Actionnaires.

6.3 Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit conformément aux exigences légales luxembourgeoises. Dans le cas d'une augmentation de capital social de la Société chacun des Actionnaires existants se verra accorder un droit préférentiel de souscription sur les Actions émises par la Société, proportionnellement aux Actions détenues par l'Actionnaire existant.

Les Actionnaires existants exerceront leur droit préférentiel de souscription conformément à l'Article 32-3 (3) de la Loi. Les Actionnaires existants ne bénéficieront pas d'un droit préférentiel de souscription en cas d'émission de nouvelles Actions par la Société en échange d'un apport en nature.

Art. 7. Actions.

7.1 Chaque Action donne droit à une voix. Les Actions peuvent être représentées, au choix du propriétaire, par des certificats représentant deux ou plusieurs Actions.

7.2 Les Actions sont émises et resteront sous forme nominative.

7.3 La Société peut, dans la mesure où et aux conditions auxquelles la Loi le permet, procéder au rachat de ses propres Actions.

Art. 8. Capital social autorisé. Le capital autorisé est fixé à un million huit cent cinquante-huit mille sept cent cinquante couronnes norvégiennes (1.858.750 NOK) représenté par un million huit cent cinquante-huit mille sept cent cinquante (1.858.750) Actions ayant une valeur nominale d'une couronne norvégienne (1 NOK) chacune.

Le Conseil d'Administration est autorisé à rendre effective une augmentation de capital, totale ou partielle, de temps à autre, endéans une période de cinq (5) ans à compter de la date de publication de l'acte de constitution de la Société au Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»), pour toutes Actions autorisées qui n'ont pas encore été souscrites; le Conseil d'Administration décidera d'émettre des Actions représentant l'augmentation de capital totale ou partielle et acceptera les souscriptions pour ces Actions.

Le Conseil d'Administration est autorisé à déterminer les conditions attachées à toute souscription d'Actions et il peut de temps à autre décider de réaliser une telle augmentation totale ou partielle du capital lors de la conversion de tout bénéfice net de la Société en capital et l'attribution d'Actions entièrement libérées aux Actionnaires au lieu de dividendes.

Le Conseil d'Administration est autorisé à émettre des obligations convertibles ou instruments assimilés ou des obligations avec des droits de souscription ou émettre des titres de créances convertibles en Actions selon les conditions établies par le Conseil d'Administration.

Chaque fois que le Conseil d'Administration doit agir pour rendre effective l'augmentation de capital, telle qu'autorisée, l'Article 6 sera modifié pour refléter cette augmentation; le Conseil d'Administration devra prendre ou autoriser toute personne à prendre toutes les mesures nécessaires dans le but d'obtenir l'exécution et la publication de cette modification.

Dans le cadre de cette autorisation d'augmenter le capital et conformément à l'article 32-3 (5) de la Loi, le Conseil d'Administration est autorisé à supprimer ou limiter les droits préférentiels de souscription des Actionnaires existants pour la même période de cinq (5) ans.

Titre III. - Administration

Art. 9. Administration.

9.1 La Société peut être administrée par un administrateur unique («l'Administrateur unique»), Actionnaire ou non, aussi longtemps qu'il n'y a qu'un Actionnaire unique. Au cas où il y a plusieurs Actionnaires, la Société sera administrée par un

conseil d'administration composé de trois (3) membres au moins, Actionnaires ou non (le «Conseil d'Administration et chaque membre individuellement, un Administrateur»). Les Administrateurs sont nommés par l'assemblée générale des Actionnaires, pour un terme ne pouvant dépasser six (6) années et en tout temps révocables par elle.

9.2 Le nombre d'Administrateurs, la durée de leur mandat et leurs émoluments sont fixés par l'assemblée générale des Actionnaires.

Art. 10. Réunion du conseil d'administration.

10.1 Le Conseil d'Administration choisira un président parmi ses membres (le «Président»).

10.2 Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation du Président, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux Administrateurs le demandent. Lorsque tous les Administrateurs sont présents ou représentés, ils peuvent renoncer aux formalités et conditions de convocation.

10.3 Chaque Administrateur peut agir à toute réunion du Conseil d'Administration en désignant par écrit, par télégramme, par fax, courriel ou lettre, un autre Administrateur comme son mandataire.

10.4 Les réunions du Conseil d'Administration se tiendront à Luxembourg. Le Conseil d'Administration ne peut délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins de ses membres est présent en personne ou par mandataire. Les résolutions seront valablement adoptées par la majorité des votes des Administrateurs présents en personne ou par mandataire à telle réunion.

10.5 Tout membre du Conseil d'Administration qui participe à une réunion du Conseil d'Administration via un moyen de communication (incluant le téléphone ou une vidéo conférence) qui permet aux autres membres du Conseil d'Administration présents à cette réunion (soit en personne soit par mandataire ou par un tel moyen de communication) d'entendre et d'être entendus par les autres membres sera réputé présent à telle réunion et sera pris en compte pour le calcul du quorum et autorisé à voter sur les matières traitées à telle réunion. Lorsque la décision est prise par voie d'une conférence téléphonique, la décision sera considérée comme ayant été prise à Luxembourg si l'appel est initié à partir de Luxembourg.

10.6 Des résolutions écrites signées par tous les membres du Conseil d'Administration auront le même effet et la même validité que des décisions prises lors d'une réunion valablement convoquée et tenue. Ces signatures pourront être apposées sur un seul ou plusieurs documents séparés transmis par lettre, fax, courriel ou moyen similaire de communication.

10.7 Le procès-verbal des réunions du Conseil d'Administration peut être signé (i) par tous les administrateurs présents ou représentés, ou (ii) par deux (2) Administrateurs, ou (iii) par le Président et le secrétaire si désigné par le Conseil d'Administration ou (iv) par toute personne à qui ces pouvoirs ont été délégués par le Conseil d'Administration.

10.8 En cas d'Administrateur unique, les résolutions de l'Administrateur unique seront documentées par écrit.

Art. 11. Pouvoirs.

11.1 L'Administrateur unique ou, en cas de pluralité d'Administrateurs, le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition conformément à l'objet social de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la Loi ou par les Statuts à l'assemblée générale des Actionnaires sont de la compétence de l'Administrateur unique ou, le cas échéant, du Conseil d'Administration.

11.2 La Société sera engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de son Administrateur unique ou, en cas de pluralité d'Administrateurs, par la signature conjointe de deux Administrateurs ou par la signature individuelle de la personne en charge de la gestion journalière de la Société, dans la mesure où la gestion journalière est concernée, à moins que des décisions spéciales concernant la signature autorisée en cas de délégation de pouvoirs n'aient été prises par l'Administrateur unique ou, suivant le cas, le Conseil d'Administration conformément à l'article 12 des Statuts.

11.3 Tous litiges dans lesquels la Société est impliquée comme demandeur ou comme défendeur, seront traités au nom de la Société par l'Administrateur unique ou par le Conseil d'Administration, représenté par son Président ou par l'Administrateur délégué à cet effet.

11.4 L'Administrateur unique ou, en cas de pluralité d'Administrateurs, le Conseil d'Administration est autorisé à payer des acomptes sur dividendes conformément à la Loi.

Art. 12. Délégations.

12.1 L'Administrateur unique ou, suivant le cas, le Conseil d'Administration peut déléguer la gestion journalière de la Société à une ou plusieurs personnes, Administrateurs ou non.

12.2 Il peut aussi confier la gestion d'une branche spéciale de la Société à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour l'accomplissement de tâches précises à un ou plusieurs mandataires, choisis parmi ses propres membres ou non, Actionnaires ou non.

Titre IV. - Surveillance

Art. 13. Surveillance. Sauf lorsqu'en vertu de la Loi, les comptes annuels statutaires doivent être audités par un réviseur d'entreprises agréé, les comptes annuels de la Société seront revus par un ou plusieurs commissaires nommé(s) par l'assemblée générale des Actionnaires qui fixe leur nombre et sa/leur rémunération, ainsi que la durée de son/leur mandat qui ne peut excéder six (6) années.

Titre V. - Assemblée générale des actionnaires

Art. 14. Pouvoirs - Tenue des assemblées générales.

14.1 L'Actionnaire unique exercera tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des Actionnaires par la Section IV § 5 de la Loi et ses décisions sont établies par écrit et enregistrées dans des procès-verbaux. Dans ce cas et lorsque le terme Actionnaire unique n'est pas expressément mentionné dans les Statuts, une référence à l'assemblée générale des Actionnaires utilisée dans les Statuts doit être lue comme une référence à l'Actionnaire unique.

14.2 S'il y a plus d'un Actionnaire, les décisions des Actionnaires seront prises en assemblée générale des Actionnaires.

14.3 Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, ils peuvent renoncer aux formalités de convocation et l'assemblée peut valablement être tenue sans avis préalable.

14.4 Les assemblées générales des Actionnaires se tiendront à Luxembourg. Tout Actionnaire peut par procuration écrite, autoriser toute autre personne, qui n'a pas besoin d'être un Actionnaire, à le représenter à une assemblée générale des Actionnaires et à voter en son nom et à sa place.

14.5 Tout Actionnaire peut participer à toute assemblée générale des Actionnaires par conférence téléphonique ou vidéoconférence ou par tout moyen similaire de communication permettant à toutes les personnes participants à l'assemblée d'être identifiés et de s'entendre et de se parler. La participation à une assemblée par ce moyen est considérée comme équivalente à une participation en personne à telle assemblée.

14.6 Sauf disposition contraires de la Loi ou des Statuts, les décisions de l'assemblée générale des Actionnaires sont prises à la majorité simple des votes exprimés valablement à l'assemblée, quelle que soit la portion du capital social présent ou représenté à telle assemblée. L'abstention et les votes nuls ne seront pas pris en compte.

14.7 Sous réserve des termes et conditions prévus par la Loi, les Statuts peuvent être modifiés par décision de l'assemblée générale des Actionnaires prise à la majorité des deux tiers (2/3) des votes exprimés valablement à une assemblée où au moins la moitié (1/2) du capital social de la Société est présent ou représenté lors d'une première convocation. Lors d'une seconde convocation, la décision sera prise à la majorité des deux tiers (2/3) des votes exprimés valablement à l'assemblée, quelle que soit la portion du capital présent ou représenté à l'assemblée. L'abstention et les votes nuls ne seront pas pris en compte.

14.8 L'assemblée générale annuelle des Actionnaires se tiendra au siège social ou à tel autre endroit à l'intérieur de la commune du siège social précisé dans la convocation le quatrième jeudi de juin à 10.30 heures.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée générale annuelle des Actionnaires se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Titre VI. - Exercice social, Répartition des bénéfices

Art. 15. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de chaque année.

Art. 16. Répartition des bénéfices. L'excédent favorable du bilan, après déduction de toutes les charges de la Société et des amortissements, constitue le bénéfice net de la Société. Sur ce bénéfice cinq pour cent (5%) seront affectés à la réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social, mais reprend son cours si, à un moment quelconque, pour une cause quelconque, ladite réserve tombe en dessous de dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale des Actionnaires.

Titre VII. - Dissolution, Liquidation

Art. 17. Dissolution et liquidation. La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale des Actionnaires. Si la Société est dissoute, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des Actionnaires, qui déterminera leurs pouvoirs et fixera leurs émoluments.

Le surplus restera à la disposition de l'assemblée générale des Actionnaires.

Titre VIII. - Loi applicable

Art. 18. Loi applicable. Pour tous les points non réglés par les Statuts, il est fait référence à la Loi."

Déclaration

Le notaire instrumentaire qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la demande de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

DONT ACTE, fait et passé à Pétange, à la date indiquée en tête des présentes.

Lecture de l'acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, connu du notaire instrumentaire par son nom, prénom, état civil et demeure, ledit mandataire de la partie comparante a signé avec le notaire, le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 24 décembre 2015. Relation: EAC/2015/31186. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2016062815/498.

(160024817) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2016.

Empire (SOCIMI) Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 203.662.

—
STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the fifteenth day of the month of January.

Before Us Maître Jacques KESSELER, notary, residing in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Empire Pledgeco S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) and in the process of registration with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg,

represented by Me François-Xavier JOYEUX, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy given under private seal which shall be registered together with the present deed.

The appearing party, acting in the above stated capacity, has requested the undersigned notary to draw up the articles of association of a limited liability company (“société à responsabilité limitée”) Empire (SOCIMI) Holdco S.à r.l. which is hereby established as follows:

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name “Empire (SOCIMI) Holdco S.à r.l.” (the “Company”) is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may also carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of real estate, properties and real estate rights in Luxembourg and abroad as well as any participations in any real estate enterprise or undertaking in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations and assets.

The Company may further give guarantees (including up-stream and side-stream guarantees), grant security interests, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may also acquire loans including at a discount, originate loans and lend funds under any form, advance money or give credit on any terms including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind to any person or entity as it deems fit in relation to any real estate enterprise or undertaking. The Company may enter into swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions, and, without prejudice to the generality of the foregoing, employ any techniques and instruments in connection with its real estate activities. The Company may also enter into any guarantees, contracts of indemnities, security interests and any other equivalent agreements in order to receive the benefit of any guarantee and/or security interest granted in the context of such real estate activities. The Company may undertake any roles necessary in connection with such lending activity including, without limitation, the role of arranger, lead manager, facility agent, security agent, documentation agent. The Company shall not undertake such real estate lending or real estate loan acquisition activities in a way that would require it to be regulated pursuant to the Luxembourg act dated 5 April 1993 on the financial sector, as amended or any future act or regulation amending or replacing such act.

The Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) represented by five hundred (500) shares with a nominal value of twenty-five Euros (EUR 25) each.

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy five percent (75%) of the Company's share capital.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who need not be shareholders.

The sole manager or as the case may be, the board of managers, is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of association to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or as the case may be, the board of managers.

Vis-à-vis third parties the sole manager or as the case may be, the board of managers, has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company and not reserved by law or these articles of association to the general meeting of shareholders.

The managers are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated, the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but their appointment may also be revoked with or without cause (*ad nutum*) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also at any time be held by conference call or similar means only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company.

The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman of that meeting or, in his absence, by any two managers. Copies or excerpts of such minutes shall be signed by the chairman of that meeting or by any two managers.

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of anyone of the managers. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only one) or as the case may be the board of managers or anyone of the managers.

Art. 8. Liability of the Managers. The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding in which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

(i) against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

Art. 9. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 10. Shareholder meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change the nationality of the Company are to be taken by shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

At no time shall the Company have more than thirty (30) shareholders. At no time shall an individual be allowed to become a shareholder of the Company.

Art. 11. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on the 31st December of the same year, save for the first accounting year which shall commence on the day of incorporation and end on 31st December 2016.

Art. 12. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 13. Distributions. Out of the net annual profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 14. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 15. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August, 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 16. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Transitory disposition

The first accounting year shall commence on the day of incorporation and end on 31st December 2016.

Subscription and payment

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party has subscribed and entirely paid-up in cash the following shares:

Subscriber	Number of shares	Subscription price (EUR)
Empire Pledgeco S.à r.l.	500	EUR 12,500
Total	500	EUR 12,500

Evidence of the payment of the total subscription price has been shown to the undersigned notary.

Expenses, Valuation

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately 1,500.- euro.

Extraordinary general meeting

The sole shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at: 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.
2. The following person is appointed manager of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company with such signature powers as set forth in the articles of association of the Company:
 - BRE/Management 8 S.A., a société anonyme incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 195.140.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day before mentioned.

The document having been read to the appearing party, who requested that the deed should be documented in English, the said appearing party, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, signed the present original deed together with the notary, having personal knowledge of the English language. The present deed, worded in English, is followed by a translation into French. In case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille seize, le quinzième jour du mois de janvier.

Par-devant Maître Jacques KESSELER, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

Empire Pledgeco S.à r.l., une société à responsabilité limitée établie en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg et un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500), en cours d'enregistrement auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg,

représentée par Me François-Xavier JOYEUX, maître en droit, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, laquelle sera enregistrée avec le présent acte.

La partie comparante, agissant ès-qualités, a requis le notaire soussigné d'arrêter les statuts d'une société à responsabilité limitée Empire (SOCIMI) Holdco S.à r.l. qui est constituée par les présentes comme suit:

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est formé par la partie comparante et toutes les personnes qui deviendront par la suite associés, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «Empire (SOCIMI) Holdco S.à r.l.» (la «Société»). La Société sera régie par les présents statuts et les dispositions légales afférentes.

Art. 2. Objet. La Société aura pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, et toute autre forme d'investissement, l'acquisition par l'achat, la souscription ou par tout autre moyen, de même que la cession par la vente, l'échange ou par tout autre moyen de titres de quelque nature que ce soit, ainsi que l'administration, le contrôle et le développement de son portefeuille.

La Société peut également accomplir toutes les opérations portant directement ou indirectement sur l'acquisition de biens immobiliers, de propriétés et de droits immobiliers au Luxembourg et à l'étranger ainsi que sur toute participation dans toute entreprise immobilière ou entreprise sous quelque forme que ce soit, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations et actifs.

La Société peut par ailleurs donner des garanties (y compris des garanties dites «up-stream» et «side-stream»), octroyer des sûretés, octroyer des prêts ou autrement prêter assistance aux sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

En relation avec toute entreprise immobilière ou autre entreprise, la Société peut également acquérir des prêts, y compris au rabais, consentir des prêts et prêter des fonds sous quelque forme que ce soit, avancer de l'argent ou faire crédit selon quelque condition que ce soit, y compris, de manière non limitative, ceux résultant d'emprunts de la Société ou de l'émission de titres de participation ou de créance de quelque nature que ce soit à quelque personne ou entité que ce soit qu'elle juge appropriée. La Société peut conclure des contrats d'échange (swaps), des contrats à terme (futures, forwards), des opérations de produits dérivés, des contrats d'option, des opérations de rachat, de prêt de titres et d'autres opérations similaires, et sans préjudice de la généralité de ce qui précède, utiliser toute technique et tout instrument dans le cadre de ses activités immobilières. La Société peut également conclure des garanties, contrats d'indemnités, des sûretés et tout autre contrat équivalent afin de recevoir le bénéfice de toute garantie et/ou sûreté octroyée dans le cadre de ces activités immobilières. La Société peut assumer tous les rôles nécessaires dans le cadre de cette activité de prêt, y compris, de manière non limitative, le rôle d'arrangeur, de chef de file, d'agent de la facilité, d'agent des sûretés, d'agent de la documentation. La Société n'entreprendra pas de telles activités de prêt immobilier ou d'acquisition de prêt immobilier d'une manière qui l'obligerait à être régie par la loi luxembourgeoise modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, ou par toute loi ou réglementation future portant modification de cette loi ou la substituant.

La Société peut effectuer toute opération commerciale, technique, financière ou autre, liée directement ou indirectement, à tous les domaines, afin de faciliter la réalisation de son objet.

La Société fournira notamment aux sociétés au sein de son portefeuille les services nécessaires à leur administration, contrôle et développement. Pour ce faire, la Société pourra requérir et faire appel à l'assistance d'autres conseillers.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant dans les conditions prévues en cas de modification des statuts.

L'adresse du siège social peut être transférée à l'intérieur de la municipalité par décision du gérant ou, le cas échéant, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales situés, tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Dans le cas où le gérant ou, le cas échéant, le conseil de gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social ou la facilité de communication de ce siège avec des personnes à l'étranger, ont eu lieu ou sont sur le point d'avoir lieu, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures temporaires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert provisoire de son siège social, demeurera une société luxembourgeoise. Ces mesures temporaires seront prises et portées à la connaissance des tiers par le gérant ou, le cas échéant, le conseil de gérance.

Art. 5. Capital social. Le capital social émis de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) divisé en cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25 EUR) chacune.

Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution des associés selon les conditions requises pour la modification des présents statuts et la Société peut procéder au rachat de ses parts sociales en vertu d'une résolution de ses associés.

Toute prime d'émission disponible sera distribuable.

Art. 6. Cession de parts sociales. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Sauf disposition contraire de la loi, la cession de parts sociales à des non associés est soumise à l'agrément des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société.

Art. 7. Gérance de la Société. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

Le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance est doté des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires de la Société et pour autoriser et/ou exécuter tous les actes de disposition et d'administration relevant de l'objet de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou par les statuts à l'assemblée générale relèveront de la compétence du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance.

À l'égard des tiers, le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance dispose des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances pour le compte de la Société ainsi que pour effectuer, approuver et autoriser tous les actes et toutes les opérations qui se rapportent à la Société et ne sont pas réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale des associés.

Les gérants sont nommés et révoqués par l'assemblée générale des associés, qui statue à la majorité simple et qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leur mandat. Si aucune durée n'est indiquée, les gérants sont nommés pour une période indéterminée. Les gérants sont rééligibles mais leur nomination peut également être révoquée avec ou sans motif (ad nutum) et ce, à tout moment.

En cas de pluralité de gérants, ceux-ci constituent un conseil de gérance. Tout gérant peut participer à toute réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou par d'autres moyens similaires de communication permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les unes les autres et de communiquer entre elles. Une réunion peut également à tout moment être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique ou par des moyens similaires. La participation à une réunion ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne à cette réunion ou à la tenue en personne de cette réunion. Les gérants peuvent être représentés aux réunions du conseil par un autre gérant et ce, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un gérant peut accepter et voter.

Un avis de convocation écrit doit être remis aux gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue de la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les motifs de l'urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il peut être passé outre cet avis de convocation si chaque gérant donne son assentiment par écrit, par câble, télégramme, télex, email ou télécopie, ou par tout autre moyen similaire de communication. Il n'est pas obligatoire de remettre un avis de convocation spécial pour toute réunion du conseil devant se tenir à une heure et un lieu déterminés dans une résolution adoptée préalablement par le conseil de gérance.

Les décisions du conseil de gérance sont valablement prises avec l'accord de la majorité des gérants de la Société.

Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par le président de cette réunion ou, en son absence, par deux gérants. Les copies ou les extraits de ces procès-verbaux seront signé(e)s par le président de cette réunion ou par deux gérants.

Le conseil de gérance peut également et ce, de manière unanime, adopter des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par câble, télécopie ou tout autre moyen similaire de communication. L'ensemble constituera les documents circulaires dûment signés faisant foi de la résolution intervenue. Les résolutions des gérants, y compris celles prises par voie circulaire, peuvent être certifiées comme faisant foi ou un extrait de celles-ci pourra être émis par la signature individuelle de tout gérant.

La Société sera engagée par la seule signature individuelle en cas de gérant unique, et par la seule signature individuelle de l'un des gérants en cas de conseil de gérance. Dans tous les cas, la Société sera valablement engagée par la signature individuelle de toute(s) personne(s) à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le gérant unique (s'il n'en existe qu'un seul) ou selon le cas le conseil de gérance ou l'un des gérants.

Art. 8. Responsabilité des gérants. Les gérants ne sont pas tenus personnellement responsables des dettes de la Société. En tant que représentants de la Société, ils sont responsables de l'exécution de leurs obligations.

Sous réserve des exceptions et limitations énumérées ci-dessous, toute personne qui est, ou a été, gérant ou représentant de la Société, sera, dans la mesure la plus large permise par la loi, indemnisée par la Société pour toute responsabilité encourue et pour toutes dépenses raisonnables engagées ou payées par cette personne en rapport avec toute demande, action, poursuite ou procédure dans laquelle elle deviendrait impliquée en tant que partie ou en toute autre qualité en vertu de son mandat présent ou passé de gérant ou représentant et pour les sommes payées ou engagées par elle dans le cadre de leur règlement. Les termes «demande», «action», «poursuite» ou «procédure» s'appliqueront à toutes les demandes, actions, poursuites ou procédures (civiles, pénales ou autres, y compris aux procédures d'appel) actuelles ou sur le point d'être engagées et les termes «responsabilité» et «dépenses» comprendront, de manière non limitative, les honoraires d'avocats, frais, jugements, montants payés dans le cadre d'une transaction et toutes autres engagements.

Aucune indemnisation ne sera due à un gérant ou représentant:

(i) en cas de mise en cause de sa responsabilité vis-à-vis de la Société ou de ses associés en raison d'un abus de pouvoir, de mauvaise foi, de négligence grave ou d'imprudence dans l'exécution des obligations découlant de sa fonction;

(ii) en rapport avec toute affaire dans laquelle il aurait été finalement condamné pour avoir agi de mauvaise foi et non dans l'intérêt de la Société; ou

(iii) en cas d'une transaction, à moins que celle-ci n'ait été approuvée par une juridiction compétente ou par le conseil de gérance.

Le droit à indemnisation prévu par les présentes est divisible, n'affectera aucun autre droit dont un gérant ou représentant peut bénéficier actuellement ou ultérieurement, subsistera à l'égard de toute personne ayant cessé d'être gérant ou représentant et bénéficiera aux héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de cette personne. Les dispositions des présentes n'affecteront aucun droit à indemnisation dont pourrait bénéficier le personnel de la Société, y compris les dirigeants et représentants, en vertu d'un contrat ou tout autre engagement en vertu de la loi.

Les dépenses relatives à la préparation et la représentation d'une défense dans le cadre de toute demande, action, poursuite ou procédure de nature telle que décrite dans le présent article, seront avancées par la Société avant toute décision définitive sur la question de savoir qui supportera ces dépenses, moyennant l'engagement par ou pour le compte du représentant ou dirigeant de rembourser ce montant s'il est finalement déterminé qu'il n'a pas droit à une indemnisation aux termes du présent article.

Art. 9. Droits de vote des associés. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il dispose d'un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées des associés par l'intermédiaire d'un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Assemblées générales. Les décisions des associés sont prises dans les formes et aux majorités prévues par la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales par écrit (dans la mesure où la loi le permet) ou lors d'assemblées. Toute assemblée des associés de la Société régulièrement constituée ou toute résolution circulaire écrite valide (le cas échéant) représentera l'intégralité des associés de la Société.

Les assemblées seront convoquées par un avis de convocation envoyé par lettre recommandée aux associés à leur adresse figurant dans le registre des associés tenu par la Société au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée. Si l'intégralité du capital social de la Société est représentée à une assemblée, l'assemblée peut être tenue sans convocation préalable.

Dans le cas de résolutions écrites, le texte de ces résolutions doit être envoyé aux associés à leur adresse inscrite dans le registre des associés tenu par la Société au moins huit (8) jours avant la date effective proposée des résolutions. Les résolutions prendront effet après approbation de la majorité tel que prévu par la loi en matière de décisions collectives (ou sous réserve du respect des conditions de majorité, à la date y précisée). Une résolution écrite unanime peut être adoptée à tout moment et ce, sans convocation préalable.

Sauf disposition contraire de la loi, (i) les décisions de l'assemblée générale seront valablement adoptées si elles sont approuvées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première assemblée ou lors de la première résolution écrite, les associés seront convoqués ou consultés une seconde fois par lettre recommandée, et les décisions seront adoptées à la majorité des voix exprimées, quelle que soit la proportion du capital représentée. (ii) Cependant, les décisions portant sur la modification des statuts sont prises par (x) la majorité des associés (y) représentant au moins trois quarts du capital social émis et (iii) les décisions portant sur le changement de nationalité de la Société seront prises par les associés représentant cent pour cent (100%) du capital social émis.

À aucun moment la Société ne comptera plus de trente (30) associés. À aucun moment une personne physique ne sera autorisée à devenir un associé de la Société.

Art. 11. Exercice social. L'exercice social commence au 1^{er} janvier de chaque année et se termine au 31 décembre de la même année, sauf pour le premier exercice social qui commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2016.

Art. 12. Comptes annuels. Chaque année, à la fin de l'exercice social, le gérant ou, le cas échéant, le conseil de gérance établit les comptes annuels.

Les comptes annuels sont mis à la disposition des associés au siège social de la Société.

Art. 13. Distributions. Cinq pour cent (5%) des bénéfices nets annuels seront affectés à la constitution d'une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social émis de la Société.

Les associés peuvent décider de verser des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le gérant ou, le cas échéant, le conseil de gérance, duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice comptable augmenté des bénéfices reportés ainsi que des réserves distribuables et primes mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à une réserve en vertu de la loi.

Le solde peut être distribué aux associés sur décision de l'assemblée générale des associés.

La prime d'émission peut être distribuée aux associés sur décision de l'assemblée générale des associés. L'assemblée générale des associés peut décider d'allouer tout montant du compte de prime d'émission à la réserve légale.

Art. 14. Dissolution. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera accomplie par un ou plusieurs liquidateur (s), associé(s) ou non, qui est/sont nommé(s) par l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 15. Associé unique. Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé détient toutes les parts sociales de la Société, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales; dans ce cas, les articles 200-1 et 200- 2, entre autres, de la même loi sont applicables.

Art. 16. Loi applicable. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Disposition transitoire

Le premier exercice comptable commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2016.

Souscription et libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi établis par la partie comparante, celle-ci a souscrit et intégralement libéré en numéraire les parts sociales suivantes:

Souscripteur	Nombre de parts sociales	Prix de souscription (EUR)
Empire Pledgeco S.à r.l.	500	12.500 EUR
Total	500	12.500 EUR

Preuve du paiement du prix total de souscription a été montrée au notaire soussigné.

Dépenses, Évaluation

Les dépenses, frais, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incomberont à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ 1.500,- euros.

Assemblée générale extraordinaire

L'associé unique de la Société a immédiatement pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est fixé au: 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.
2. La personne suivante est nommée gérant de la Société pour une durée indéterminée sous réserve des statuts de la Société avec les pouvoirs de signature indiqués dans les statuts de la Société:
 - BRE/Management 8 S.A., une société anonyme établie en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège au 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 195.140.

Dont acte, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture du document à la partie comparante, qui a requis que l'acte soit rédigé en anglais, ladite personne comparante, connue du notaire par son nom, prénom, état civil et résidence, a signé le présent acte original avec le notaire, qui a une connaissance personnelle de la langue anglaise. Le présent acte, rédigé en anglais, est suivi d'une traduction en langue française. En cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Signé: Joyeux, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 19 janvier 2016. Relation: EAC/2016/1643. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2016062943/429.

(160024384) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2016.

IDI Emerging Markets Partners - Fund III, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 11, rue Sainte Zithe.
R.C.S. Luxembourg B 181.807.

In the year two thousand and sixteen, on the twenty-eighth day of the month of January;
Before Us, Maître Edouard Delosch, notary residing in Luxembourg,

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of IDI Emerging Markets Partners - Fund III (hereafter referred to as the "Company"), a société en commandite par actions qualifying as a société d'investissement à capital variable -

fonds d'investissement spécialisé, governed by the Luxembourg law of 13 July 2007 relating to specialised investment funds, as amended, having its registered office in Luxembourg (R.C.S. Luxembourg B 181.807), incorporated by deed of Maître Henri Hellinckx, notary professionally residing in Luxembourg, on 19 November 2013. The articles of incorporation of the Company have been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Number 3094 of 6 December 2013. The articles of incorporation of the Company have not been amended since the Company's incorporation.

The meeting was opened by Mr Benoit Chéron, employee, professionally residing in Luxembourg, in the chair.

The chairman appointed as secretary and scrutineer Yann Malka, employee, professionally residing in Luxembourg.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I) That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Amendment of the Articles 6, 7, 12, 24, 26 of the articles of association of the Company, as indicated in schedule hereto;

2. Insertion of Article 27 and 28 within the articles of association of the Company, as indicated in schedule hereto;

II) That the shareholders represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list signed by the proxies of the represented shareholders and by the bureau of the meeting will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Then the meeting, after deliberation, unanimously resolved to take the following resolutions:

First resolution

The meeting resolved to amend Articles 6, 7, 12, 24 and 26 of the articles of incorporation of the Company so as to respectively, read as follows:

“ **Art. 6.** The General Partner is authorised without limitation to issue further partly or fully paid Ordinary Shares at any time, in accordance with the procedures and subject to the terms and conditions, including the issue price, determined by the General Partner and disclosed in the sales documents, without reserving to existing shareholders preferential or pre-emptive rights to subscription of the Ordinary Shares to be issued. As further set out in the sales documents of the Company, shareholders of certain Classes will be required to execute a subscription agreement and indicate therein their total committed capital (the "Commitment" or "Commitments"), subject to any minimum Commitment that may be decided by the General Partner. The procedures relating to subscription Commitments and drawdown of the Commitments will be disclosed in the sales documents and the subscription agreement.

If at any time a shareholder of one or more Classes set out in the sales documents of the Company fails to honour its Commitment through the full payment of the subscription price within the timeframe decided by the General Partner (a "Defaulting Shareholder") and set out in the sales documents, the General Partner shall send a letter demanding payment (the "Defaulting Letter") to such Defaulting Shareholder. If the default remains within ten (10) business days after receipt by the Defaulting Shareholder of the Default Letter, the General Partner may, in its absolute discretion and to the extent permitted by law, apply one or more of the following defaulting provisions to such Defaulting Shareholder:

(a) any late payment of amounts due with respect to any Drawdown Notice or to any payment due to the Company (herein referred to as the "Amount Due") shall entail automatically and without any formality whatsoever being necessary, the payment to the Company of interest (the "Accrued Interest") calculated pro rata temporis on the basis of the EURIBOR three months rate (established on the date of payment of the Amount Due) increased by 500 basis points as from the date of payment of the Amount Due and until payment is received by the Company or the General Partner;

(b) the Defaulting Shareholder shall not be entitled to vote and to receive any distribution of any kind until the liquidation of the Company or the default is remedied i.e. the payment of the relevant Amount Due and the Accrued Interest owed by such Defaulting Shareholder;

(c) if the Amount Due and/or the Accrued Interest thereon have not been paid within the delay provided in that respect in the Defaulting Letter, the General Partner, at its discretion, may:

(i) identify one or more purchasers (including the Company) who may purchase the Shares held by the Defaulting Shareholder at a price (calculated on a per Share basis) equal to the Purchase Price; and/or

(ii) have the Defaulting Shareholder excluded from the Company by redemption of the relevant Shares as set out in the sales documents of the Company, such redemption occurring for a price equal to the Purchase Price.

For the purpose of this provision, the "Purchase Price" will be determined by an external valuator in accordance with the sales documents of the Company.

(d) The Purchase Price shall be withheld by the Company until the Company is liquidated. Any amounts withheld from the Defaulting Shareholder by the Company pursuant to paragraphs (b) and (c) shall be distributed upon liquidation, provided that any amount to be paid to the Defaulting Shareholder shall be reduced by (i) a penalty equal to 35 % of the amount to be distributed to such Defaulting Shareholder (the "Penalty"), such Penalty being distributed between all non-defaulting Shareholders, in proportion to the distributions attributable to them pursuant to the sales documents of the Company; and (ii) an amount to be paid to the General Partner in consideration of the portion of the Management Fee that should have been borne by the Defaulting Shareholder should such Defaulting Shareholder had paid-up its commitment. The Defaulting

Shareholder acknowledges and agrees that such amount shall equal the product of (i) the aggregate Management Fee (as defined in the sales documents of the Company) per Share actually paid by all non-Defaulting Investors during the life of the Company multiplied by (ii) the number of Shares that should had been issued and subscribed by the Defaulting Shareholder if the Defaulting Shareholder had paid-up its Commitment.

(e) The Company may pursue and enforce all rights and remedies it may have against the Defaulting Shareholder with respect thereto, including a lawsuit to collect the overdue amount. The Defaulting Shareholder shall be liable to the Company for all costs and expenses incurred by the Company and the General Partner in connection with such default.

(f) In case of default by a Defaulting Shareholder, the Aggregate Commitment (as defined in the sales document of the Company) of the Company shall be reduced by an amount corresponding to the Commitment that has not been paid by the Defaulting Shareholder.

(g) Any Defaulting Shareholder will be deprived from its rights to be represented and vote in the Advisory Committee of the Prospectus. Quorum and majority rules will be reduced accordingly.

Ordinary Shares may only be subscribed by well-informed investors (investisseurs avertis) within the meaning of article 2 of the Law of 2007 ("Well-Informed Investors").

The General Partner may delegate to any of its managers or to any duly authorised person, the duty of accepting subscriptions for delivering and receiving payment for such new Ordinary Shares.

The General Partner is further authorised and instructed to determine the conditions of any such issue and to make any such issue subject to payment at the time of issue of the shares.

The issue of shares shall be suspended if the calculation of the Net Asset Value is suspended pursuant to Article 25 hereof.

In the event of delay or failure by the applicant to produce any information required for verification purposes, the subscription application may be rejected.

In addition to any liability under applicable law, each shareholder who does not qualify as a Well-Informed Investor, and who holds shares in the Company, shall hold harmless and indemnify the Company, the General Partner, the other shareholders of the relevant Class and the Company's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as a Well-Informed Investor or has failed to notify the Company of its loss of such status."

“ **Art. 7.** All shares of the Company shall be issued in registered form.

The General Partner shall decide whether share certificates shall be delivered to the shareholders or whether the shareholders shall receive a written or electronic confirmation of their shareholding. If issued, a share certificate shall be signed by the General Partner.

If share certificates are issued and if any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance company but without restriction thereto, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

The Company may, at its election, charge the shareholder for the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses undergone by the Company in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the annulment of the original share certificate.

Fractions of shares up to three decimal places will be issued if so decided by the General Partner. Such fractional shares shall carry no voting rights, except to the extent that their number is such that they represent a whole share, in which case a voting right is granted in respect of each such whole share.

Fractional shares shall be entitled to participate in the net assets and any distributions attributable to the relevant Class of shares on a pro rata basis.

A register of registered shares (the "Register") shall be maintained by a person appointed by the General Partner, and such Register shall contain the name of each owner of shares, his residence, registered office or elected domicile as indicated to the Company, the number and Class of shares held, the amount paid in on the shares, and the bank wiring details of the Shareholder.

The inscription of the shareholder's name in the Register evidences his right of ownership of such registered shares.

In addition to what may be provided for in that respect in these Articles and/or in applicable Luxembourg laws and regulations, the rules applicable to the sale, issue, redemption and cancellation of shares shall be freely determined from time to time by the General Partner, to the extent that such rules comply and remain consistent with these Articles and applicable Luxembourg laws and regulations.

Where it is mandatory to convey such information to investors, information regarding the sale, issue, redemption and cancellation of shares may be disclosed or made available to investors in, via and/or at any of the Information Means listed in Article 28 of these Articles; it being understood that availability or disclosure of any information regarding the sale,

issue, redemption and cancellation of shares may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations.

Transfers of shares shall be effected by inscription of the transfer in the Register upon delivery to the Company of a completed transfer form together with such other documentation as the Company may require.

No sale, assignment, transfer, exchange, pledge, encumbrance or other disposition ("Transfer") of all or any part of any Ordinary Shares, whether direct or indirect, voluntary or involuntary, shall be valid or effective unless:

- a) the General Partner has given its consent on such Transfer;
- b) none of the restrictions on Transfer (as determined by the General Partner and disclosed in the sales documents of the Company) apply.

The General Partner may also restrict the transferability of shares of a Class to additional conditions and requirements set forth in the Prospectus.

Shareholders shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the Register. Shareholders may, at any time, change their address as entered into the Register by means of a written notification to the Company from time to time.

The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of such share(s) is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single person to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such person implies a suspension of all rights attached to such share(s)."

" **Art. 12.** The Company shall be managed by IDI Emerging Markets Partners (the "General Partner"), in its capacity as manager (gérant) of the Company. The General Partner shall furthermore act as the external authorised alternative investment fund manager ("AIFM") within the meaning of the Directive 2011/61/EU of the European Parliament and of the Council of 8 June 2011 on alternative investment fund managers (the "AIFMD") whereas any reference to any provision of the AIFMD in these Articles must also be read where appropriate as a reference to the applicable provision of the relevant national law transposing such provision."

" **Art. 24. Determination of Net Asset Value.** The Net Asset Value shall be expressed in US Dollar as a per share figure and shall be determined as of any Valuation Day.

The Net Asset Value per share shall be calculated up to three decimal places.

If, since the time of determination of the Net Asset Value on the relevant Valuation Date, there has been a material change in the valuations of the investments of the Company, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and of the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

I. The assets of the Company shall include (without limitation):

- 1) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- 2) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- 3) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company;
- 4) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;
- 5) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such asset;
- 6) the preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing shares of the Company, insofar as the same have not been written off;
- 7) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance and proceeds from swap transactions.

The Net Asset Value of the Company is equal to the difference between the value of its gross assets and its liabilities on a consolidated basis.

The value of all assets and liabilities not expressed in US Dollar will be converted into US Dollar at the spot rate of exchange on the relevant valuation date.

Investments not admitted to official stock exchange listing or dealt in on another regulated market and Investments admitted to official stock exchange listing or dealt in on another regulated market for which the last available price is not representative of the fair market value are valued based on their reasonably foreseeable sale price determined with prudence and in good faith by the General Partner using inter alia the valuation guidelines published by the European Private Equity and Venture Capital Association (EVCA) as a basis.

The General Partner, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used, if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company. This method will then be applied in a consistent way.

II. The liabilities of the Company shall include (without limitation):

- 1) all loans and other indebtedness for borrowed money, bills and accounts payable;
- 2) all accrued interest on such loans and other indebtedness for borrowed money (including convertible debt) of the Company (including accrued fees for commitment for such loans) and other indebtedness;

3) all accrued or payable expenses (including but not limited to administrative expenses, advisory fees, including incentive fees, if any, depositary fees, transfer agency fees and central administration fees as well as reasonable disbursements incurred by the service providers

4) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company where the valuation date falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;

5) an appropriate provision for taxes based on capital and income to the Valuation Date, as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorized and approved by the General Partner, as well as such amount (if any) as the General Partner may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;

6) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with Luxembourg law. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise but not be limited to fees payable to its General Partner, investment managers/advisers, including performance fees, if any, fees and expenses payable to its depositary and its correspondents, domiciliary and corporate agent, administrative agent, the registrar and transfer agent, listing agent, any paying agent, any distributor, any permanent representatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Company, fees and expenses for legal, accounting and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any government agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, printing, advertising and distributing prospectuses, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements, the cost of printing share certificates, if any, and the costs of any reports to the shareholders, expenses incurred in determining the Company's Net Asset Value, the costs of convening and holding shareholders' meetings, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the costs of buying and selling assets, reasonable traveling costs in connection with the selection of local or regional investment structures and of investments in such investment structures, the costs of publishing the issue and Redemption Prices, if applicable, interest, bank charges, currency conversion costs and brokerage, postage, telephone and telex. The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount ratably for yearly or other periods, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with the International Financial Reporting Standards.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the Net Asset Value taken by the General Partner or by any agent which the General Partner may appoint for the purpose of calculating the Net Asset Value, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders."

Art. 26. Depositary Agreement. The Company shall enter into a depositary agreement with a Luxembourg entity, which shall satisfy the requirements of the Luxembourg laws (the "Depositary"). The Depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the Law of 2007 and the AIFMD. All assets of the Company are to be held by or to the order of the Depositary who shall assume towards the Company and its shareholders the responsibilities provided by the law.

The Depositary of the Company may discharge itself of its liability provided that certain conditions are met, including the condition that, where the law of a third country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements laid down in point (d) (ii) of the second paragraph of Article 21(11) of the AIFMD, the Articles expressly allow for such a discharge under the conditions set out in the AIFMD. The Company hereby expressly allows for such a discharge and, more generally, allows for any discharge by the Depositary of its liability that is not prohibited by any applicable laws and regulations.

Information regarding any discharge by the Depositary of its liability, as well as any material change to this information, may be disclosed or made available to investors in, via and/or at any of the Information Means listed in Article 28 of these Articles; it being understood that availability or disclosure of any information regarding discharge by the Depositary of its liability may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations.

In case of withdrawal, whether voluntarily or not, of the Depositary, the Depositary will remain in function until the appointment, which must happen within two months, of another eligible credit institution."

Second resolution

The meeting resolved to insert a new "Title VIII. PREFERENTIAL TREATMENT AND INVESTORS' INFORMATION" including new Articles 27 and 28 in the articles of incorporation of the Company and consequently to (i) adjust the numbering of the current "TITLE VIII. DISSOLUTION, LIQUIDATION" and TITLE IX. GENERAL PROVISIONS" into "TITLE IX. DISSOLUTION, LIQUIDATION" and "TITLE X. GENERAL PROVISIONS", respectively and (ii) adapt the numbering of the current Articles 27 and 28 into Articles 29 and 30, respectively, so as to read as follows:

“Title VIII. Preferential treatment and investors’ information

Art. 27. Preferential treatment of Investors. Any prospective or existing shareholder ("Investor") may be accorded a preferential treatment, or a right to obtain a preferential treatment (a "Preferential Treatment") subject to, and in compliance with the conditions set forth in, applicable laws and regulations.

A Preferential Treatment may consist (i) in the diminution or removal of any applicable fees, (ii) in the partial or total reimbursement or rebate of certain fees, charges and/or expenses, (iii) in preferential terms applicable to any subscription or transfer of shares, (iv) in the possibility of avoiding investment in, or exposure to, certain assets, liabilities or counterparties, (v) in the access to, or increased transparency of, information related to certain aspects of the Company's portfolio or of the Company's management or activities (whether past, present and/or future) in general, (vi) in preferential terms in relation to any distribution (whether of dividends, carried interests, liquidation proceeds or of any other amount that may be distributed by the Company to Investors), (vii) in certain preferential terms and rights (including veto) in relation to the appointment or removal of the General Partner, (viii) in the participation to the Company's or General Partner's management or activities in general (including participation to internal committees), (ix) in a right to veto, to postpone or to otherwise condition certain decisions or resolutions, (x) in increased or additional voting rights, (xi) in a "most favoured nation" (or similar) right, or (xii) in any other advantage or privilege that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the Company and/or the General Partner.

A Preferential Treatment may be accorded on the basis (i) of the size, nature, timing or any feature of the investment in, or of any commitment taken vis-à-vis, the Company, (ii) of the type, category, nature, specificity or any feature of the Investor or Investors, (iii) of the involvement in, or participation to the Company's management or activities (whether past, present and/or future) in general, or (iv) of any other criteria, element or feature that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the Company and/or the General Partner.

A Preferential Treatment may (x) take the form (i) of a contractual arrangement, (ii) of a side letter or (iii) of the creation of a specific category or class of shares, or (y) take any other form or arrangement that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the Company and/or the General Partner.

A Preferential Treatment is not necessarily assorted with the so-called "most favoured nation" clause in favour of all Investors, meaning that, unless otherwise provided to the contrary or required by applicable laws or regulations, the existence or introduction of a Preferential Treatment or the fact that one or more Investors have been accorded a Preferential Treatment does not create a right in favour of any other prospective or existing Investor to claim for its benefit such a Preferential Treatment, even if, in relation to this Investor, all the criteria and features on which is based the relevant Preferential Treatment are met, and even if the situation and features of this Investor are similar to any of the Investors to whom this Preferential Treatment has been accorded.

Whenever an Investor obtains a Preferential Treatment, a description of that Preferential Treatment, the type of Investors who obtain such preferential treatment and, where relevant, their legal or economic links with the Company or the General Partner, as well as any material change to this information, may be disclosed or made available to Investors in, via and/or at any of the Information Means listed in Article 28 of these Articles; it being understood that availability or disclosure of any information regarding Preferential Treatment may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations.

Art. 28. Investors information. Any information or document that the Company or the General Partner must or wishes to disclose or be made available to some or all of the Investors shall be validly disclosed or made available to any of the concerned Investors in, via and/or at any of the following information means (each an "Information Means"): (i) the Company's sales documents, offering or marketing documentation, (ii) subscription or transfer agreement, (iii) contract note, statement or confirmation in any other form, (iv) letter, telecopy, email or any type of notice or message, (v) publication in the (electronic or printed) press, (vi) the Company's periodic report, (vii) the Company's, the General Partner's or any third party's registered office, (viii) a third-party, (ix) internet/a website (as the case may be subject to password or other limitations) and (x) any other means or medium to be freely determined from time to time by the Company or the General Partner to the extent that such means or medium comply and remain consistent with these Articles and applicable Luxembourg laws and regulations.

The Company or the General Partner may freely determine from time to time the specific Information Means to be used to disclose or make available a specific information or document, provided, however, that at least one current Information Means used to disclose or make available any specific information or document to be disclosed or made available shall at least be indicated in either the Company's sales documents or at the Company's or General Partner's registered office.

Certain Information Means (each hereinafter an "Electronic Information Means") used to disclose or make available certain information or document requires an access to internet and/or to an electronic messaging system. By the sole fact of investing or soliciting the investment in the Company, an Investor acknowledges the possible use of Electronic Information Means and confirms having access to internet and to an electronic messaging system allowing this Investor to access the information or document disclosed or made available via an Electronic Information Means.”

"Title IX. Dissolution, Liquidation

Art. 29. Notwithstanding the provisions of Article 3 above, in the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one liquidator (if a legal entity) or one or more liquidators, if physical persons, named by the general meeting of shareholders effecting such dissolution upon proposal by the General Partner. Such meeting shall determine their powers and their remuneration. The net proceeds may be distributed in kind to the holders of shares, subject always to applicable Luxembourg laws and regulations.

Title X. General provisions

Art. 30. All matters not governed by these articles of incorporation are to be determined in accordance with the law of 10th August 1915 on commercial companies as amended and the Law of 2007.”

There being no further business on the agenda, the meeting was thereupon closed.

Whereupon the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, stated herewith that at the request of the above appearing persons and in accordance with article 26 (2) of the law of 13 February 2007 on specialised investment funds, as amended, the present deed was worded in English.

The document having been read to the persons appearing all known by the notary by their names, first names, civil status and residences, the members of the bureau signed together with, Us, notary, the present deed.

Signé: B. CHERON, Y. MALKA, DELOSCH.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 02 février 2016. Relation: 1LAC/2016/3624. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 09 février 2016.

Référence de publication: 2016063782/320.

(160025478) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

NEIF II Holding S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 193.219.

In the year two thousand fifteen, on the twenty-third day of December,

Before us, Maître Jacques Kessler, notary residing in Petange, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Next Estate Income Fund II S.C.S., SICAV-FIS, a common limited partnership (société en commandite simple or “SCS”) qualifying as an investment company with variable share capital (SICAV) and established as a specialised investment fund (SIF), incorporated and organised under the laws of Luxembourg, having its registered office at 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 187.685,

here represented by Ms. Sofia Afonso Da Chao Conde, employee, with professional address at 13, Route de Luxembourg, L-4761 Petange, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Luxembourg, on 23 December 2015.

The said proxy, initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder (the “Sole Shareholder”), representing the entire share capital of NEIF II Holding S.à r.l., a limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies’ register under number B 193.219, incorporated pursuant to a deed of Me Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg on 24 November 2014 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 218 on 28 January 2015 (hereinafter the “Company”). The articles of association were amended for the last time pursuant to a deed of Maître Paul Bettingen, prenamed on 28 July 2015 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 2547 on 18 September 2015.

The Sole Shareholder declared having waived any notice requirement and deliberated on all the items of the following agenda:

Agenda

1. Increase of the share capital of the Company from its current amount of one million nine hundred and fifty-nine thousand five hundred euro (EUR 1,959,500.-), represented by nineteen thousand five hundred ninety-five (19,595) shares with a par value of one hundred euro (EUR 100.-) each, up to three million one hundred and five thousand five hundred

euro (EUR 3,105,500.-) through the issuance of eleven thousand four hundred sixty (11,460) shares with a par value of one hundred euro (EUR 100.-) each.

2. Amendment of article 6 of the articles of association.

3. Miscellaneous.

The Sole Shareholder required the undersigned notary to enact the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder decided to increase the Company's share capital by an amount of one million one hundred forty-six thousand euro (EUR 1,146,000.-) from its current amount of one million nine hundred and fifty-nine thousand five hundred euro (EUR 1,959,500.-) up to three million one hundred and five thousand five hundred euro (EUR 3,105,500.-) through the issuance of eleven thousand four hundred sixty (11,460) shares with a par value of one hundred euro (EUR 100.-) each.

The eleven thousand four hundred sixty (11,460) new shares issued have been subscribed and fully paid up by the Sole Shareholder, aforementioned, entirely by a contribution in cash in an amount of one million one hundred forty-six thousand euro (EUR 1,146,000.-), which is at the disposal of the Company.

Second resolution

As a consequence of the preceding resolution, the Sole Shareholder decided to amend article 6 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

“ **Art. 6.** The Company's share capital is set at three million one hundred and five thousand five hundred euro (EUR 3,105,500.-) represented by thirty-one thousand fifty-five (31,055) shares with a par value of one hundred euro (EUR 100.-) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.”

Whereof the present notarial deed was drawn up in Pétange, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède.

L'an deux mille quinze, le vingt-troisième jour du mois de décembre,

Par-devant nous, Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Petange, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

Next Estate Income Fund II S.C.S., SICAV-FIS, une société en commandite simple établie sous la forme d'une société d'investissement à capital variable (SICAV) organisée en fonds d'investissement spécialisé (FIS), constituée et existant selon les lois de Luxembourg, ayant son siège social au 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 187.685,

ici représentée par Sofia Afonso Da Chao Conde, employée, ayant son domicile professionnel au 13, Route de Luxembourg, L-4761 Petange, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé à Luxembourg, le 23 décembre 2015.

Ladite procuration, paraphée ne varietur par le mandataire de la comparante et par le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

La comparante est l'associé unique (l'«Associé Unique»), représentant l'intégralité du capital social de NEIF II Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 193.219, constituée selon acte reçu par Me Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en date du 24 novembre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n°218 en date du 28 janvier 2015 (ci-après la “Société”). Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Paul Bettingen en date du 28 juillet 2015 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 2547 du 18 septembre 2015.

L'Associé Unique a déclaré avoir renoncé à toute formalité de convocation et a délibéré sur tous les points figurant à l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Augmentation du capital social de la Société de son montant actuel d'un million neuf cent cinquante-neuf mille cinq cents euros (EUR 1.959.500,-) représenté par dix-neuf mille cinq cent quatre-vingt-quinze (19.595) parts sociales d'une valeur de cent euro (EUR 100,-) chacune, jusqu'à un montant de trois millions cent cinq mille cinq cents euros (EUR

3.105.500,-), par l'émission de onze mille quatre cent soixante (11.460) parts sociales d'une valeur de cent euros (EUR 100,-) chacune.

2. Modification de l'article 6 des statuts de la Société.

3. Divers.

L'Associé Unique requiert le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique a décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de un million cent quarante-six mille euros (EUR 1.146.000,-), afin de l'augmenter de son montant actuel d'un million neuf cent cinquante-neuf mille cinq cents euros (EUR 1.959.500,-) à un montant de trois millions cent cinq mille cinq cents euros (EUR 3.105.500,-) par l'émission de onze mille quatre cent soixante (11.460) parts sociales d'une valeur de cent euros (EUR 100,-) chacune.

Les onze mille quatre cent soixante (11.460) nouvelles parts sociales émises ont été entièrement souscrites et intégralement payées par l'Associé Unique, susmentionnée, par un apport en numéraire, de telle manière que le montant d'un million cent quarante-six mille euros (EUR 1.146.000,-) est maintenant à la disposition de la Société.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'Associé Unique a décidé de modifier l'article 6 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 6.** Le capital social est fixé à la somme de trois millions cent cinq mille cinq cents euros (EUR 3.105.500,-) représenté par trente-et-un mille cinquante-cinq (31.055) parts sociales, d'une valeur de cent euros (EUR 100) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.»

Dont acte, fait et passé à Pétange, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande des comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; et qu'à la demande des mêmes comparantes et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire des comparantes connues du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire des comparantes a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 31 décembre 2015. Relation: EAC/2015/31625. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2016068234/116.

(160030393) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2016.

Rolux Industrie S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8378 Kleinbettingen, 1, rue du Chemin de Fer.

R.C.S. Luxembourg B 203.975.

—
STATUTS

L'an deux mille seize, le vingt-six janvier.

Par-devant Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Emil POPA, ingénieur, né à Mirsani (Roumanie), le 12 juillet 1981, demeurant à F-54620 Pierrepont, 1, rue 22 août 1914.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée unipersonnelle qu'il va constituer:

Titre I^{er} . - Dénomination - Siège - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée unipersonnelle sous la dénomination de «Rolux Industrie S. à r.l.» qui sera régie par les dispositions légales en vigueur et notamment celles de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. Le siège social est établi à Kleinbettingen. Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

Art. 3. La société a pour objet l'achat et la vente d'équipements ou de services pour l'industrie et le bâtiment.

D'une façon générale, elle pourra faire toutes les opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter ou développer la réalisation.

Art. 4. La société est constituée pour une durée illimitée. Elle pourra être dissoute conformément à la loi.

Titre II. - Capital - Parts sociales

Art. 5. Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), représenté par cents (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune.

Titre III. - Cession de parts

Art. 6. Les cessions de parts sociales doivent être constatées par un acte notarié ou sous seing privé. Elles ne sont opposables à la société et aux tiers qu'après qu'elles aient été notifiées à la société ou acceptées par elle, soit par un acte authentique, soit par un acte sous seing privé, conformément à l'article 1690 du code civil.

Titre IV. - Gérance

Art. 7. La société est administrée et gérée par un ou plusieurs gérants nommés et révoqués par l'associé unique ou, selon le cas, les associés, le(s)quel(s) fixe(nt) la durée de leur mandat.

Le ou les gérants peuvent à tout moment être révoqués par les associés.

A défaut de disposition contraire, le ou les gérants ont vis-à-vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social.

La société est valablement engagée par la signature de son gérant unique et en cas de pluralité des gérants, par la signature conjointe de deux gérants.

Art. 8. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Titre V. - Assemblées

Art. 9. L'associé unique exerce les pouvoirs attribués à l'assemblée des associés.

Les décisions de l'associé unique prises dans le domaine visé à l'alinéa 1^{er} sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit. Cette disposition n'est applicable aux opérations courantes conclues dans les conditions normales.

Titre VI. - Exercice social - Inventaire - Répartition

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année. Exceptionnellement, le premier exercice social comprendra le temps à courir depuis le jour de la constitution de la société jusqu'au trente et un décembre deux mille seize.

Art. 11. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent, conformément aux dispositions légales, un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société, ainsi que les comptes annuels de la société.

Art. 12. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication des comptes annuels.

Art. 13. Les produits de la société constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci ait atteint dix pour cent du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'Assemblée des associés.

Titre VII. - Dissolution - Liquidation

Art. 14. La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction ou la faillite de l'associé, gérant ou non-gérant.

Art. 15. Les créanciers, ayants droit ou héritiers ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société. Ils doivent pour l'exercice de leur droits se rapporter aux inventaires sociaux.

Art. 16. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par le ou les associé(s) qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Titre VIII. - Divers

Art. 17. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et à celles de la loi du dix-huit septembre mil neuf cent trente-trois ayant pour objet d'instituer la société à responsabilité limitée.

Souscription - Libération

Le capital social a été souscrit comme suit:

Monsieur Emil POPA, prénommé,	100
TOTAL: CENT PARTS SOCIALES	100

Toutes les parts ont été libérées intégralement en espèces et en conséquence la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (EUR 12.500,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société.

Evaluation des frais

Les parties ont évalué le montant des frais incombant à la société du chef de sa constitution à mille euros (1.000,- EUR) environ.

Résolutions de l'Associé unique

A la suite de la constitution de la société, l'associé représentant l'intégralité du capital social s'est réuni en assemblée générale et a pris les résolutions suivantes:

1. Est désigné comme gérant de la société, pour une durée indéterminée:

Monsieur Emil POPA, prénommé.

Conformément à l'article sept des statuts, le ou les gérants disposent des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour faire et autoriser les actes et opérations relatifs à son objet.

La société est valablement engagée par la signature de son gérant unique et en cas de pluralité des gérants, par la signature conjointe de deux gérants.

2. Le siège social de la société est fixé à l'adresse 1, rue du Chemin de Fer, L-8378 Kleinbettingen

Dont acte, fait et passé à Pétange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connue du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: Popa, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 01 février 2016. Relation: EAC/2016/2868. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2016068324/99.

(160030544) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2016.

**RG Immo S.à r.l., Real G Immo S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. «Gold Immo S.à r.l.», Real Gold Immo S.à r.l.).**

Siège social: L-2157 Luxembourg, 10, rue Mil Neuf Cents.

R.C.S. Luxembourg B 189.383.

L'an deux mille seize, le douze février.

Par-devant Maître Carlo GOEDERT, notaire de résidence à Dudelange.

A comparu:

Madame Isaura Cristina LEITAO TEIXEIRA, salariée, née à Gloria / Aveiro (Portugal) le 19 septembre 1976, demeurant à L-4580 Differdange, 131, rue d'Hussigny.

Laquelle comparante déclare être associée unique et gérante administrative de la société à responsabilité limitée «REAL GOLD IMMO S.à r.l.», an abrégé «GOLD IMMO S.à r.l.», établie et ayant son siège social à L-2157 Luxembourg, 10, rue Mil Neuf Cents,

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 189.383,

société constituée aux termes d'un acte reçu par le notaire instrumentant en date du 24 juillet 2014, publié au Mémorial C numéro 2833 du 9 octobre 2014,

modifiée aux termes d'une assemblée générale extraordinaire reçue par le notaire instrumentant en date du 23 septembre 2015, publiée au Mémorial C numéro 3140 du 18 novembre 2015.

Ensuite la comparante, agissant en ses dites qualités, représentant l'intégralité du capital social, a pris la résolution unique suivante:

Résolution unique

L'assemblée générale décide de changer la dénomination de la société à responsabilité limitée de «REAL GOLD IMMO SARL» en «REAL G IMMO SARL» et de modifier par conséquent l'article un (1) des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}**. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée unipersonnelle sous la dénomination de: «REAL G IMMO S.à r.l.» en abrégé «RG IMMO S.à r.l.».

L'associé unique pourra à tout moment se réunir avec un ou plusieurs associés et les futurs associés pourront également prendre toutes les mesures nécessaires afin de rétablir le caractère unipersonnel de la société.»

Frais

Les frais, dépenses, charges et rémunérations en relation avec les présentes sont tous à charge de la société.

Plus rien d'autre ne se trouvant à l'ordre du jour, la comparante a déclaré close la présente assemblée.

DONT ACTE, fait et passé à Dudelange, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé le présent procès-verbal avec le notaire.

Signé: I. LEITAO TEIXEIRA, C. GOEDERT.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 16 février 2016. Relation: EAC/2016/3940. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): A. SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 17 février 2016.

C. GOEDERT.

Référence de publication: 2016068330/45.

(160030723) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2016.

EQT Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 145.067.

—
Extrait rectificatif du dépôt initial n° L160030812

Par résolution écrite de l'associé unique en date du 17 février 2016, l'associé unique a décidé d'adopter les résolutions suivantes:

1. La démission de Monsieur Anders Jonas Andersson de son mandat de gérant a été acceptée par l'associé unique.

2. Monsieur John Lhoest, né le 12 août 1984 à Huy, Belgique, avec adresse professionnelle au 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, a été nommé en tant que gérant de la société avec effet au 15 février 2016 et pour une durée illimitée.

Monsieur Karl Heinz Horrer, gérant de la société, a établi son adresse professionnelle au 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg.

Madame Andrea Neuböck-Escher, gérant de la société, a établi son adresse professionnelle au 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2016068662/22.

(160031316) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2016.

Eco Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 181.815.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ECO GROUP S.A.

Référence de publication: 2016081300/10.

(160047435) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.